


M & B

MINING AND BUSINESS

MARS-AVRIL 2019 N° 23

A close-up portrait of Jules Alingete Nkey, a man with a shaved head, wearing a dark suit jacket over a black and white striped shirt. He is smiling slightly and looking towards the camera. A gold watch is visible on his left wrist.

**INSPECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES
JULES ALINGETE NKEY
MES VÉRITÉS**



10 U\$D

BRIEFING INDABA

Accéder à ma banque partout et à tout moment

Bank na phone



Transférez de l'argent entre votre compte en banque et votre compte Orange Money depuis votre téléphone.

 Orange Money

* 1 4 4 #

Infoline : 1777



Vous rapprocher de l'essentiel 

McCANN / b-map

SOMMAIRE CONTENTS

5
ÉDITO
EDITORIAL

7
WHATSAPP

8
CARICATURE
CARTOON

11
AVIS DU STRATÈGE
THE STRATEGIST'S NOTICE

16
BANQUE ET FINANCE
BANKING AND FINANCES

21
A LA UNE
COVER STORY
JULES ALINGETE NKEY

22
GOUVERNANCE
GOVERNANCE

38
SPÉCIAL INDABA

37
ÉCONOMIE
ECONOMY

50
REGARD
CLOSE UP

52
BUSINESS

54
AGRICULTURE

57
EXPLOITATION DES
RESSOURCES
RESOURCES

61
EXPERTS

65
PARCOURS
CAREER

70
LIFESTYLE VOYAGE

74
REPORTAGE

76
BRÈVES
NEWS IN BRIEF

80
VU
SEEN

85
LES COURS

86
INDEX ANNONCEURS

M&B





LE RÉSEAU DES SMARTPHONES

CAMBIUM AIRTEL
POUR TOUS
VOS BESOINS
DE CONNECTIVITÉ
À HAUT DÉBIT

**PERFORMANCE**

- Longue distance d'émission
- Facile à déployer
- Assistance à distance
- Résistance aux intempéries

SEGMENTS

- Domicile
- PME
- Grandes Entreprises

Le vent nouveau est arrivé !

Lors de la passation de pouvoir, le 26 janvier dernier, nous avons tous remarqué le visage détendu, souriant, libéré, comme déchargé d'un poids bien lourd à porter, du Président désormais honoraire, Joseph Kabila.

De partout jaillissent idées, concepts, conseils parfois surprenants, souvent pertinents et novateurs à l'attention de celui qui préside aujourd'hui à la destinée du pays.

Résolument ancré dans l'actualité, Mining and Business saisit la balle au bond.

Nous avons fait appel à Jules Alingete Nkey, qui fait la une de ce numéro. Sans langue de bois, cet Inspecteur général aux Finances et conseil auprès du Gouvernement en matière de Climat des affaires nous fait part de ses propositions pour une relance rapide de l'économie.

Notre équipe d'experts, parmi lesquels un nouveau venu dans le board des contributeurs, Henri Plessers M'boyo, s'est également plié au jeu.

Au-delà de cette actualité dense, nous vous avons concocté, comme chaque année, un «Behind the scenes» de la grand-messe annuelle du Mining Indaba, qui a eu lieu début février en Afrique du Sud. Notre enquête «finances» nous a permis de mieux cerner les raisons du cours en yoyo du cobalt, qui s'effondre depuis quelques temps.

Enfin, mois de la Femme oblige, nous consacrons un portrait à la Sénégalaise Aminata Sow Fall. L'une des écrivaines majeures de la Francophonie continue de scruter, à 77 ans, notre société à travers les abus des puissants et les stratégies de survie des pauvres. Souhaitons que son œuvre inspire tous ceux qui, aujourd'hui, sont appelés à réformer le pays en joignant la parole : «Le Peuple d'abord», aux actes.

Bonne fête à toutes les femmes, de RDC ou d'ailleurs !

Bruno ZIANA

The new wave has arrived!

During the transfer of power on 26 January, we all noticed the relaxed, smiling and unencumbered face of the now honorary President, Joseph Kabila, as if he had been relieved of a heavy burden to carry.

Since then and from everywhere, ideas, concepts, advice - sometimes surprising, often relevant and innovative - have sprung up for the attention of the person who now presides over the country's destiny.

Firmly anchored in the news, Mining and Business seized the opportunity.

We called on Jules Alingete Nkey, who is on the front page of this issue. Without any fuss, this Inspector General of Finance and Adviser to the Government on Business Climate shares with us his proposals for a rapid recovery of the economy.

Our team of experts, including a newcomer to the contributors' board, Henri Plessers M'boyo, also joined the game.

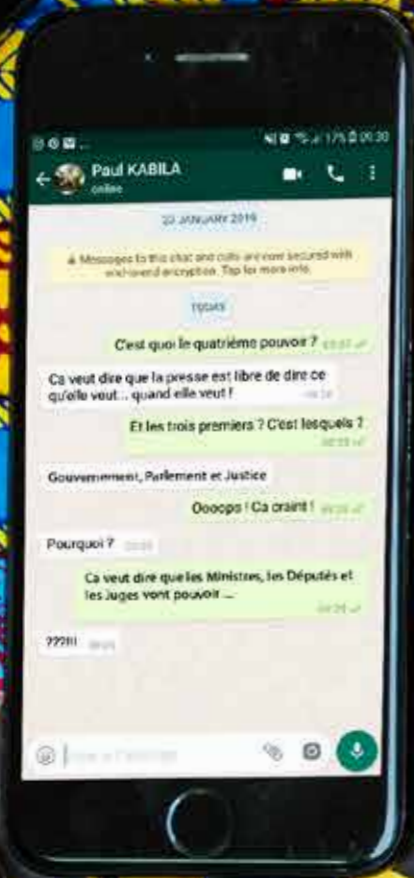
Beyond this dense news, we have concocted, as every year, a "Behind the scenes" of the Mining Indaba's annual high mass, which took place in early February in South Africa.

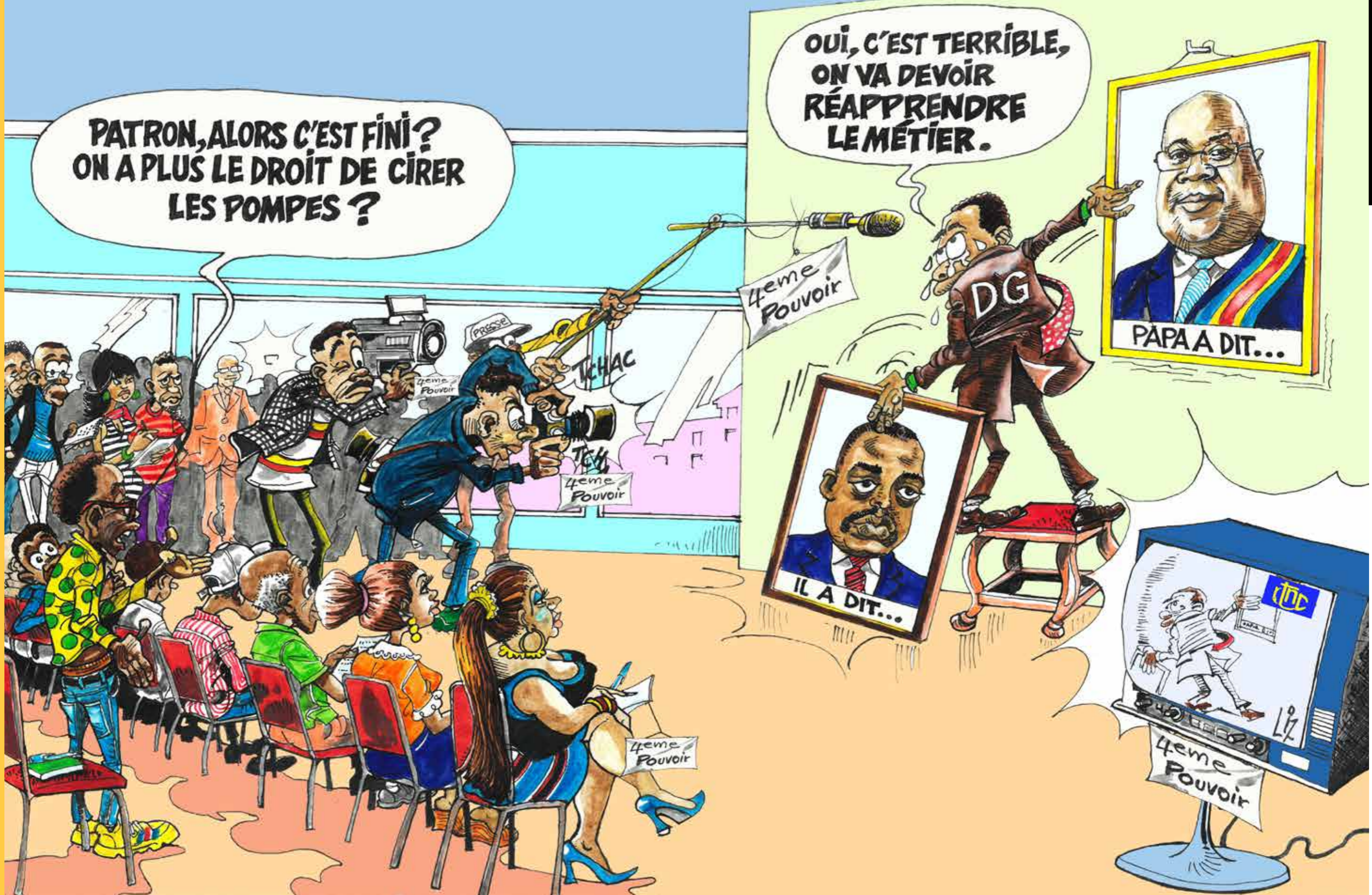
Our "financial" survey allowed us to better understand the reasons for the yo-yo price of cobalt, which has been collapsing for some time.

Finally, because of Women's Month, we are dedicating a portrait to the Senegalese Aminata Sow Fall. At 77, one of the major writers of La Francophonie continues to scrutinize our society through the abuses of the powerful and the survival strategies of the poor. Let us hope that his work will inspire all those who, today, are called upon to reform the country by joining the words: "People first", to actions.

Happy celebration to all the women, from the DRC or elsewhere!

Bruno ZIANA





MICHEL BONGOLIZ

1. Patron, alors c'est fini ? On a plus le Droit de cirer les pompes ?
 1. So, are you done boss? We no longer have the right to have our shoes shined?

2. Oui, c'est Terrible, On va devoir réapprendre le métier. « 4ème pouvoir » « Il a dit » « Papa a dit »
 2. Yes, it's tough, we'll need to learn the ropes again. "4th pillar of power" "He said" "Daddy said"

**24H
SUR 24**
7 Jours / 7

L'assistance
en ligne de notre
Contact Center
pour vous servir



BCDC Contact Center Tel. : +243 (0) 99 601 8000



Kinshasa Boulevard du 30 juin www.bcdc.cd

BCDC
Bâtisseurs d'Avenir

L'ABC du développement minier



Le site Web du Cadastre Minier fournit une carte de tous les permis d'exploitation minière en RDC <http://drclicences.cami.cd/en/>. C'est un excellent outil pour voir quel terrain a été pris et par qui. Cependant, il met également en lumière l'un des problèmes les plus préoccupants dans le secteur minier en RDC, celui des permis inactifs qui ne sont pas explorés ou développés. Pourquoi en est-il ainsi ?

Les entreprises d'État manquent de ressources financières pour développer les vastes permis acquis historiquement sous les régimes miniers antérieurs. Ces sociétés essaient de trouver des partenaires pour développer de tels permis, mais cela peut être difficile car des sociétés

minières réputées hésitent à devenir des partenaires d'entreprises d'État très endettées.

« UN GESTIONNAIRE DE PROJET EXPÉRIMENTÉ PEUT S'ASSURER QUE LES BUDGETS SONT RESPECTÉS ET QUE LES TRAVAUX SONT DIRIGÉS DE FAÇON À PRODUIRE LE RÉSULTAT DÉSIRÉ, UNE MINE EN EXPLOITATION RENTABLE. »

Les propriétaires privés souffrent d'autres défis tels que le manque de financement et plus particulièrement

d'expertise pour explorer et, espérons-le, développer des projets miniers. Ils ont souvent recours à des mineurs artisanaux pour tirer des revenus de leurs permis. Cela présente plusieurs inconvénients, notamment le manque de sécurité et la pratique consistant à utiliser des enfants pour exploiter des mines souterraines. L'exploitation minière artisanale donne également lieu à une teneur élevée des gisements de minerai. Bien que la quantité de métaux prélevée ne soit pas nécessairement importante par rapport à l'ensemble du gisement, elle peut rendre non viable le développement d'une opération à l'échelle industrielle, puisqu'ils utilisent normalement la teneur élevée pour rembourser l'investissement en capital. L'absence de mine signifie l'absence de revenus pour l'État et d'emplois locaux.

L'exploitation minière artisanale peut également avoir un impact important sur l'environnement par le lavage/valorisation des minerais dans les rivières. C'est particulièrement le cas dans le secteur de l'or.

Alors, comment un propriétaire de permis peut-il faire passer un projet d'un champ vert à une mine en exploitation ? L'itinéraire traditionnel est le suivant :

Identifier une zone d'intérêt, entreprendre de la reconnaissance, acquérir un permis de prospection, entreprendre de l'exploration géophysique, de l'exploration géochimique, de l'excavation de tranchées, du forage par carottage aérien, du forage à courant continu, des puits d'essai et même des puits d'exploration. Au cours de ces travaux, on entreprendra des études de délimitation de la portée, de préfaisabilité et de faisabilité bancaires/définitives. Ces études sont appuyées par des essais métallurgiques, des études géotechniques, des études hydrogéologiques et, surtout, une étude d'impact environnemental et social et un plan de gestion environnementale. Cette EIES nécessitera une série d'études spécialisées dans des domaines tels que le sol, la géochimie des roches, l'archéologie, l'utilisation des sols, la faune et la flore.

De toute évidence, ce processus prend beaucoup de temps et peut s'avérer très onéreux. Un projet de moyenne envergure comme une mine de cuivre avec une ressource de 800 000 tonnes de cuivre aura un coût en capital d'environ 300 millions de dollars. L'étude de faisabilité d'un tel projet peut coûter de 6 à 15 millions de dollars. De plus, le processus risque de prendre plusieurs années en raison du temps requis pour effectuer tous les travaux.

Pourquoi dépenser autant pour réaliser ces études ? Outre la

détermination de la meilleure façon d'exploiter une ressource donnée, la raison principale est la réduction des risques. Les investisseurs tels que les actionnaires et les banques n'investiront pas dans une société ou un projet à moins d'avoir une certaine assurance de succès, et la voie traditionnelle de l'exploration jusqu'à une étude de faisabilité bancaire fournit cette assurance.

Existe-t-il un moyen de raccourcir ce long processus pour permettre aux propriétaires de projet de réaliser des revenus plus rapidement ? Oui, parfois, il y en a. Si un projet est entrepris par étapes, le coût initial peut être considérablement réduit. Cela raccourcit le processus initial de l'étude de faisabilité et réduit son coût. La construction d'une mine de cuivre ou d'or à grande échelle coûtera des centaines de millions de dollars, mais il est parfois possible de mettre en place une usine de concentration par gravité plus petite et plus simple pour produire un concentré vendable ou un or doré.

Aucune substance chimique n'est impliquée dans ces usines; elles sont donc moins chères et plus rapides à construire. Toutefois, le minerai doit pouvoir subir ce traitement, avec des teneurs suffisamment élevées pour permettre la production d'un concentré vendable dans le cas du cuivre/cobalt ou suffisamment d'or libre récupérable. Les rebuts de l'usine contiennent généralement de précieuses quantités de métal, de sorte qu'ils peuvent être stockés pour un retraitement ultérieur dans une usine plus complexe et plus efficace. Il est toujours essentiel d'employer des experts appropriés pour gérer le projet. Des géologues et des ingénieurs professionnels peuvent gérer la mise en œuvre des travaux d'exploration, des essais et des études nécessaires et s'assurer que le risque de défaillance est minimisé. Un gestionnaire de projet expérimenté peut s'assurer que les budgets sont

respectés et que les travaux sont dirigés de façon à produire le résultat désiré, une mine en exploitation rentable.

Falcon Resource Development est un consortium d'individus très expérimentés, qui ont 60 ans d'expérience accumulée dans les affaires en Afrique subsaharienne et en particulier en RDC. Soutenu par des consultants associés issus de diverses disciplines, Falcon est en mesure d'offrir les vastes connaissances et l'expertise nécessaires pour investir avec succès ici.

*Charles Carron Brown
Falcon Resource Development
falcon@falcondrc.com*

« L'ABSENCE DE MINE SIGNIFIE L'ABSENCE DE REVENUS POUR L'ÉTAT ET D'EMPLOIS LOCAUX. L'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE PEUT ÉGALEMENT AVOIR UN IMPACT IMPORTANT SUR L'ENVIRONNEMENT PAR LE LAVAGE/VALORISATION DES MINERAIS DANS LES RIVIÈRES. C'EST PARTICULIÈREMENT LE CAS DANS LE SECTEUR DE L'OR. »

Focus on your business



does the rest



Turn-key business management solutions that include:

- Company registration
- Global management back office
- Compliance and administration
- Finance advice

Workforce placement:

- Human resource
- Management
- Administration
- Payroll
- Visa



The ABC of Mine Development

The Cadastre Minier website provides a map of all the mining permits in the DRC <http://drcllicences.cami.cd/en/>. This is an excellent tool for seeing what ground has been taken up and by whom. However, it also highlights one of the most significant problems in the mining sector in the DRC, that of inactive permits that are not being explored or developed. Why is this the case?

With State enterprises there is a lack of financial resources to develop the extensive permits acquired historically under earlier mining regimes. These companies are trying to find partners to develop such permits but this can be difficult as reputable mining companies are hesitant to become partners with heavily indebted State enterprises.

Private owners suffer from other challenges such as lack of finance and more particularly the expertise to explore and hopefully develop mining projects. They often resort to using artisanal miners to gain some revenue from their permits. This has several disadvantages, notably the lack of safety and the practice of using children to mine underground. Artisanal Mining also results in high grading of orebodies. Whilst the quantity of metal taken may not be large in terms of the overall deposit it can make the development of an industrial scale operation unviable since they normally use the high-grade to repay the capital investment. No mine means no revenue for the State and no local employment. Artisanal mining can also result in significant environmental impact through the washing/upgrading of ores in rivers. This is particularly prevalent in the gold sector.

So how can a licence owner progress a project from a green field to an operating mine?

The traditional route is: Identify an area of interest, undertake reconnaissance, acquire an exploration licence, undertake geophysical exploration, geochemical exploration, trenching, Air Core Drilling, DC drilling, trial pits and even exploration adits. During this work Scoping, Pre-Feasibility and Bankable/Definitive Feasibility Studies will be undertaken. These are supported by metallurgical testwork, geotechnical investigations, hydrogeological studies and most importantly an Environmental and Social Impact Assessment with an Environmental Management Plan. This ESIA will require a series of specialist studies into such matters as the soil, rock geochemistry, archaeology, land use, fauna and flora.

“INVESTORS SUCH AS SHAREHOLDERS AND BANKS WILL NOT INVEST IN A COMPANY OR PROJECT UNLESS THEY HAVE SOME ASSURANCE OF SUCCESS”

Evidently this process is time consuming and can be very expensive. A mid-scale project such as a copper mine with a resource of 800,000 tonnes of copper will have a capital cost of around \$300 million. The feasibility study for such a project can cost from \$6-15 million. In addition, the process is likely to take several years due to the time required to carry out all the work.

Why spend so much to carry out these studies? Apart from determining how best to exploit a given resource the main reason is risk reduction, investors such as shareholders and banks will not invest in a company or project unless they have some assurance of success, and the traditional route of exploration through to a bankable feasibility study provides that assurance.

Is there a way to short cut this lengthy process to allow project owners to realise revenue more quickly? Yes, sometimes there is. If a project is undertaken in stages the initial cost can be greatly reduced. This shortens the initial feasibility study process and reduces its cost. A large-scale copper or gold mine will cost \$100s of millions to build but it is sometimes possible to put in place a smaller and simpler gravity concentration plant to produce a saleable concentrate or doré gold. No chemicals are involved in such plants so they are cheaper and quicker to build. However, the ore must be amenable to this treatment, with grades high enough to allow a saleable concentrate to be produced in the case of copper/cobalt or enough recoverable free gold. The rejects from the plant usually contain valuable amounts of metal so they can be stockpiled for later retreatment in a more complex and efficient plant.

It is still essential to employ appropriate experts to manage the project. Professional geologists and engineers can manage the implementation of the necessary exploration, testwork and studies and ensure that the risk of failure is minimised. An experienced project manager can ensure that budgets are respected and that the work is directed to produce the desired result, a profitable operating mine.

Falcon Resource Development is a partnership of highly experienced individuals, who have 60 years of accumulative business experience in Sub-Saharan Africa and in particular the DRC. Supported by associate consultants from a variety of disciplines, Falcon is able to offer the broad knowledge and expertise needed to invest successfully here.

*Charles Carron Brown
Falcon Resource Development
falcon@falcondrc.com*

SUSTAINABLE DEVELOPMENT DEVELOPPEMENT DURABLE



REMOTE SITE SERVICES

+243 990 723 055 +243 995 298 977 +243 816 676 217
groupe.numberone@gno-rdc.com www.gno-rdc.com

QUALITY & SERVICE ARE OUR PRIORITY



Cours du cobalt, qu'est-ce qui cloche ?



Entre le 21 mars 2016 et le 26 mars 2018, la tonne de cobalt flambe et passe de 23.000 à 94.800 USD. A cette période, la demande mondiale, située aux environs de 95Kt par an, est pourtant largement assurée par une production beaucoup plus importante (environ 110 Kt). Depuis trois mois, et de façon tout aussi soudaine, c'est la dégringolade, après un bon semestre de repli. La même tonne d'or bleu se négocie autour des 40.000 USD. Pourquoi cette courbe en « cloche » ? Analyse.

LA FLAMBÉE DES COURS ENTRE 2016 ET 2018...

LA CRISE POLITIQUE EN RDC

C'est la crise politique en RDC qui, mi 2016, a très probablement été le point de départ de la tension sur le cobalt. A cette époque, les industriels s'inquiètent du risque de dégradation de la situation politique dans notre pays, et vont jusqu'à en anticiper une éventuelle déstabilisation. Déstabilisation pouvant avoir comme conséquence une rupture de la production

nationale. Or, la RDC possède 50% des réserves mondiales, selon le US National Mineral Center, et assure environ 58% de la production, selon la même source. De plus, le « cash cost » du cuivre congolais, c'est à dire le coût unitaire lié à son extraction (extraction, traitement, administration, redevances, taxes) est particulièrement bas. Ce qui participe à la faiblesse des cours du cobalt qui en est un sous produit. La prudence étant de mise du côté des industriels et des négociants, le réflexe a consisté à stocker afin de sécuriser l'approvisionnement.

LE CONTEXTE HISTORIQUE POST COP 21

Le cobalt est en grande partie destiné à la fabrication des batteries Lithium-ion des voitures électriques. Et les engagements pris par les 190 états à la Conférence de Paris sur le climat, en décembre 2015, les ont notamment engagés dans un processus d'accélération de remplacement de leur parc automobile pour passer à un parc à dominante électrique. Choix généralement entérinés par les gouvernements et les parlements courant 2016. Or, en l'état actuel de la recherche, et au vu des réserves

mondiales, il est clair que le cobalt reste et restera quelques années encore incontournable pour atteindre cet objectif.

« IL N'EN FAUT PARFOIS PAS PLUS POUR QUE LES TENSIONS S'EXACERBENT ET QUE LA CRAINTE D'UNE PÉNURIE SE PROFILE. LES MÉDIAS AURONT FAIT LE RESTE. »

LA SPÉCIFICITÉ DU MARCHÉ « OFFTAKE »

Malgré la cotation du cobalt depuis 2010 sur le LME (London Metal Exchange), la majorité des contrats s'effectue directement entre producteurs et utilisateurs hors des places boursières. Les acheteurs industriels privilégiant en effet le modèle « Offtake » (contrats d'enlèvement), qui leur garantit l'achat d'une production donnée à un prix fixé à l'avance et négocié de gré à gré. La multiplication de ces contrats par les acheteurs traditionnels, puis

par des sociétés d'investissement créées pour l'occasion et enfin, par les nouveaux géants de la batterie électrique, a conduit à une baisse drastique de l'offre de cobalt proposée sur les marchés boursiers. Il n'en faut parfois pas plus pour que les tensions s'exacerbent et que la crainte d'une pénurie se profile. Les médias auront fait le reste.

LA SPÉCULATION À LONG TERME

Contrairement aux idées reçues, les marchés aiment les paris à long terme. Et lorsque ses experts recalculent le ratio réserves, production et demande annuelle, comme ce fut le cas, et font passer la sécurité d'approvisionnement de 102 ans, au regard de la consommation de 2016, à 26 ans, au regard des projections sur la demande lors de la prochaine décennie, les marchés s'enflamment.

LA CHUTE DEPUIS UN AN...

On l'a vu, la crise politique en RDC a été un déclencheur majeur de la tension sur les cours, or la situation ne s'est pas dégradée, et depuis quelques semaines, tout laisse même penser que le pays soit entré dans une zone pérenne de stabilité. Ce risque pays avait notamment invité les industriels et les fonds d'investissements à faire des stocks. On serait donc entré dans

un cycle de déstockage. Face à l'envolée des cours, les industriels ont redoublé d'effort pour diminuer le pourcentage de cobalt dans leurs batteries et ont énormément investi dans la R&D.

Les premiers résultats, pour la plupart déjà en tests, voire en phase de fabrication industrielle, permettent une nette diminution du ratio cobalt dans les batteries, ce qui re-sécurise l'approvisionnement à plus long terme, y compris avec la production programmée des 10 à 15 millions de véhicules électriques par an, prévue lors de la prochaine décennie, et de la montée en puissance des économies chinoises, indiennes et africaines. Dans la même logique, un effort conséquent a été fait par les états pour appuyer les filières du recyclage des batteries afin, entre autres, d'en récupérer le cobalt. Les unités de traitement entrées en phase opérationnelle ou en phase de développement avancé se multiplient ce qui, du même coup, éloigne le risque d'une rupture de l'approvisionnement.

De plus, le risque pays lié à la RDC a boosté les projets dans d'autres pays (Australie, Canada, Cuba...). Projets qui sont en passe d'entrer en phase opérationnelle. Par ailleurs, la guerre commerciale

entre les USA et la Chine pèse à l'évidence sur la décélération du rythme de la croissance chinoise, au plus bas depuis 10 ans. Et qui dit baisse de la demande chinoise, dit chute des cours. Cette crainte d'un essoufflement de la seconde économie mondiale rend par ailleurs les investisseurs frileux. Et en cette période de fortes turbulences sur l'économie mondiale, on observe une certaine tendance des marchés, traditionnellement orientés sur les moyen et long terme, à se replier sur des paris à court terme.

Or, en toute logique, l'offre de cobalt devrait être largement supérieure à la demande lors des prochaines années, sachant d'autant plus que pendant que la RDC tente d'augmenter rapidement sa production par ajout de circuit cobalt dans ses usines, la Chine opère à une série de fermeture d'usines de raffinage jugées trop polluantes, ce qui rend l'écoulement des stocks plus difficile.

Enfin, il n'y a pas de hedge sur le cobalt, et les pertes de ces derniers mois n'ont donc pas pu être couvertes par des produits financiers dérivés. On peut imaginer que pour certains investisseurs, le coup a été très dur.



Cobalt prices: something is not right

Between 21 March 2016 and 26 March 2018, the price of cobalt soared from 23,000 \$ to 94,800\$ per tonne. During that period, global demand, standing an estimated 95K tonnes per year, was still largely secured by a greater production (about 110K tonnes). However, over the past three months and so very suddenly, the price nosedived, after a good semester of stability. The same tonne of blue gold is now selling at 40,000 \$. Why this bell curve trend? Analysis

PRICE SOARING BETWEEN 2016 AND 2018...

THE POLITICAL CRISIS IN THE DRC

It is the political crisis in the DRC around mid-2016 which probably kick-started the pressure on cobalt. During that period, industrialists were worried about the risk of a worsening of the political situation in our country and anticipated a possible destabilisation. This destabilisation could result in disturbing the national production. Yet, the DRC possesses 50% of global reserves, according to the US National Mineral Centre

and supplies about 58% of the production, according to the same source. Furthermore, the cash cost of Congolese copper i.e. the unit cost related to its extraction (extraction, processing, administration, dues, taxes) is particularly low. Which in turn results in low prices for cobalt as it a by-product of copper. Prudence being applied by industrialists and traders, the reflex consisted in stocking up for cobalt to guarantee the supply side.

POST COP 21 HISTORICAL CONTEXT

Cobalt is largely used to make lithium-ion batteries for electrical vehicles. Based on the commitments made by 190 States at the Paris Conference on climate held in December 2015, these countries vowed amongst other things to accelerate the transition from fossil fuel powered vehicles to electrical vehicles. This choice was, for the most part, endorsed by these governments and their parliaments during 2016. Yet, given the current state of research and cobalt global reserves, it is obvious that this mineral is and will remain critical for achieving that objective.

"SOMETIMES IT ONLY TAKES SO LITTLE FOR TENSIONS TO EXACERBATED AND FOR THE RISK OF SHORTAGES TO THREATEN. THIS SITUATION WAS ONLY MADE WORSE BY THE MEDIA."

SPECIFICITY OF "OFF-TAKE" MARKET

Despite cobalt prices being listed on the the LME (London Metal Exchange), the majority of contracts are negotiated directly between the producers and users, outside of stocks-exchange markets. Manufacturers buying cobalt prefer "off-take" contracts which allows them to purchase any given production of the metal at a fixed cost and negotiated directly with the seller. The increasing number of these contracts concluded by traditional buyers, investment companies incorporated for the purpose as well as by new electrical batteries giants, led to a drastic reduction of cobalt supply available on stocks-exchange markets. Sometimes it only takes so little for tensions to exacerbated and for the risk of shortages to threaten. This situation was only made worse by the media.

LONG-TERM SPECULATION

Contrary to received ideas, markets appreciate long-term gambles. And experts reviewed the ratio between reserves, production, and annual demand and ended up reducing the supply guarantee from 102 years (based on 2016 consumption) down to 26 years (based on demand projections over the next decade).

As a result, the markets simply went crazy.

PRICE DROPPING FOR A YEAR NOW...

It is a fact that the political crisis in DRC was a major trigger of tensions on the prices. But this situation didn't worsen and for some weeks now, it is even believed that the country entered a period of sustainable stability. This country-risk led manufacturers and investment funds to stock up for cobalt. We might have entered a de-stocking cycle though. Given the price rises, manufacturers have increased their efforts to reduce the cobalt percentage in their batteries, investing significantly in R&D. The first results, which are mostly being tested or even at industrial manufacturing stage, allow for a stark reduction of the cobalt ratio in batteries. Which re-secures long-term supply, including the projected production of 10 to 15 million electrical vehicles per year, planned for the next decade. This is

compounded by the growing strength of Chinese, Indian and African economies.

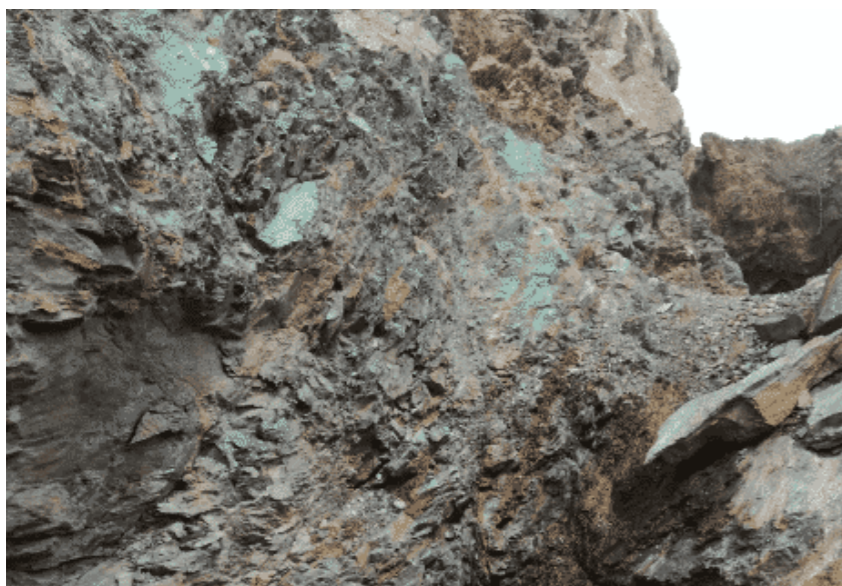
Significant efforts were made by states to support batteries recycling initiatives in order, amongst other things, to recover the cobalt found in the batteries. Processing units at operational or advanced development stage are growing in number. This in turn obliterates the risk of shortages from the supply side. Besides, the DRC country-risk boosted projects in other countries (such as Australia, Canada, Cuba...). These projects are on their way to reaching operational stage.

The trade war pitting the US against China, is evidently slowing down the pace of Chinese economy, which reached its lowest point in 10 years. And any slow-down of the Chinese economy means a drop in cobalt prices. This slow-down of the world's second largest economy is making

investors risk averse. In these times of great turmoil of the global economy, markets that are traditionally focused on the medium and long term gambles, tend to fall back to the short term gambles.

Yet, logically, cobalt supply should be largely higher than the demand over the next years, bearing in mind that the DRC is planning to increase its production by adding cobalt circuits in its factories. On the other hand, China is closing refineries that are considered to be polluting. Which makes it more difficult to sell out stocks.

Finally, there is no hedge on cobalt and losses registered over the past months could not be covered by derived financial products. One can easily imagine that life has not been easy for some investors.



L'ACCÈS INTERNET HAUT DÉBIT EN TOUTE SIMPLICITÉ

AV. MAMA YEMO 486
Tél: 0990909500/0828502713
sales@lub.gbs.cd - www.global.cd

Global
Broadband Solution

Le conseiller auprès du Gouvernement en matière de Climat des affaires a accordé un long interview à M&B pour dénoncer sans concession tout ce qui ne va pas. Constructif, il lance un appel au Président Tshisékédi pour que ce dernier prenne ses propositions de réformes en considération.

Interview.

Mining and Business: pouvez-vous vous présenter ?

J.A.N : Je me nomme Jules Alingete Nkey. Je suis expert auprès du Gouvernement de la RDC en matière de Climat des Affaires. Je suis également inspecteur général des Finances et Secrétaire général dans l'administration publique.

M&B : Vous avez des propositions visant à améliorer le Climat des Affaires en RDC. Mais commençons par une question provocante. Comment a-t-on pu en arriver là ?

J.A.N : Parce qu'il y a absence d'appropriation institutionnelle de la question par les décideurs politiques. Les ministres parlent du Climat des affaires, mais n'en saisissent pas la portée ! C'est ma conclusion après avoir conseillé pendant trois ans le gouvernement sur ce sujet. Je crains d'ailleurs que si on n'opère pas rapidement à cette réappropriation, notre rang dans le Doing Business soit toujours à la baisse !

M&B : Et quels sont les indicateurs du Doing Business ?

J.A.N : En bref les indicateurs du Doing business sont la création d'entreprise, l'obtention d'un permis de construire, le raccordement à l'électricité, le transfert de propriété, l'obtention de prêts, la protection des investisseurs minoritaires, le paiement des taxes et impôts, le commerce transfrontalier et exécution des contrats et règlement de

l'insolvabilité. Sur tous ces éléments, on va analyser les conditions de création de l'entreprise, les facilités accordées, les délais, les mécanismes ou les procédures mises en place ou les coûts. Je noterai au passage concernant les taxes et impôt que cela prend en compte toutes les taxes et impôts, y compris les cotisations obligatoires...

M&B : La situation de la RDC sur ce dernier indicateur ?

J.A.N : Catastrophique et à réformer en profondeur ! La RDC a trois administrations fiscales nationales : la DGI, la DGDA et la DGRAD et 26 administrations provinciales. C'est à dire 29, sans oublier tous ceux qui font des prélèvements à caractère fiscal comme le FPI, la CNSS, l'INPP, l'ONEM, l'OCC !

« IL FAUT IMPÉRATIVEMENT APAISER LA RELATION ENTRE L'ÉTAT ET LE MONDE DES AFFAIRES ! EST-CE QUE LES INVESTISSEMENTS ET LES CAPITAUX D'UNE PERSONNE QUI A MIS SON ARGENT DANS NOTRE PAYS SONT SÉCURISÉS !? ET SUR CE PLAN-LÀ, NOTRE JUSTICE DOIT FAIRE DES EFFORTS. »

M&B : Et qu'entend-on exactement par la sécurité juridique ?

J.A.N : Est-ce que les investissements et les capitaux d'une personne qui a mis son argent dans notre pays sont sécurisés !? Et sur ce plan-là, notre justice doit faire des efforts. Il est arrivé que des gens arrivent avec un million de dollars en investissement, et qu'à la suite d'un petit litige, ils se trouvent condamnés à payer plus du

double de leur investissement ! Il faut rendre la justice en tenant compte de cette protection des investisseurs et des investissements.

M&B : Quelles sont vos propositions pour améliorer le climat des affaires ?

J.A.N : L'appropriation de la question par le décideur politique. Je profite d'ailleurs pour lancer un appel au Chef de l'État afin qu'il fasse de cette question une priorité des actions de son gouvernement.

MB : S'approprier cette question signifie quoi exactement ?

J.A.N : Concrètement, ça signifie que le comité de pilotage du climat des affaires doit être présidé par le Chef de l'État et non plus par le ministre du Plan, comme c'est le cas actuellement. Il doit présider ce comité avec, autour de lui, les membres du gouvernement concernés, à savoir les Ministres de l'Economie, des Finances, des Mines, des Hydrocarbures, de la Justice, de la Prévoyance sociale, des Transports, en particulier. Si les décisions sont prises à ce niveau, les ministres concernés se sentiront plus concernés. A charge pour l'ANAPI de faire le suivi d'exécution comme organe conseil technique, comme c'est déjà le cas. Je pense que ce serait un début pour booster les choses. Les résistances actuelles étant liées au fait que le comité est présidé par le ministre du Plan.

M&B : Résistances ?

J.A.N : Rendez-vous compte que certains ministres arrivent à ces réunions en se demandant ce qu'ils viennent y faire, lorsqu'ils n'envoient pas un simple conseiller ! On appelle la presse, on dit à l'ANAPI de faire le suivi et c'est tout ! Si le Président de la République était Président du Comité... Je suis certain que les ministres seraient là... On ne peut pas prétendre régler le problème du chômage, créer de l'emploi, de cette façon !

**CLIMAT DES AFFAIRES EN RD CONGO
LE GRAND DEBALLAGE DE JULES
ALINGETE NKEY**

M&B : Et à quel sujet devrait s'attaquer en priorité ce Comité ?

J.A.N : Prendre en main la question de la fiscalité et commencer par la question épineuse du paiement des impôts. Nous ne devons plus faire de réformes superficielles de notre système fiscal. Notre système de sous-développement actuel constitue un frein à l'investissement et engendre par sa conception même la corruption.

M&B : Vous préconisez une refonte totale ?

J.A.N : Oui ! Concernant le type d'impôt, le mode d'impôt et le taux d'impôt ! Dans certains systèmes fiscaux, on déclare ce que l'on croit être son impôt. Ensuite, l'administration vérifie et donne son OK au contribuable. S'il paie, le contrôle devient subsidiaire. Notre système fonctionne à l'envers. Chez nous, le contribuable déclare l'impôt et l'administration lui demande de payer sans vérifier si la déclaration est juste. Le contrôle vient après le paiement. Et c'est là que ça se transforme en tracasseries. Sans compter que les agents du fisc, mal payés, cherchent souvent à en mettre dans leur poche et que, pour le coup, l'État ne s'y retrouve même pas ! Il faut donner une place beaucoup moins importante au contrôle.

M&B : Mais au-delà du contrôle, on entend que le mode même de calcul pose problème...

J.A.N : Le contrôle ne devrait pas être basé sur la seule comptabilité. Mais le problème du contrôle est qu'il est devenu système d'enrichissement de l'administration fiscale et des autorités. Voilà pourquoi on a du mal à régler cette matière ! De plus, ce système est dépassé dans beaucoup de pays où on est entré dans un système forfaitaire basé sur les bénéfices bien plus performant. Sachant que le forfait est sectoriel.

Le pourcentage étant différent si vous êtes dans les services ou dans l'industrie par exemple. Avec ce système d'impôt, plus besoin de fouiller dans la comptabilité.

M&B : C'est déjà effectif dans quel pays par exemple ?

J.A.N : Dubaï. Là-bas, le système compte vingt catégories différentes de forfaits, liés à la taille de l'entreprise, le nombre de salariés, le type d'activité, etc. En fonction de votre catégorie, vous connaissez le montant de votre impôt pendant les cinq années qui suivent. L'administration s'autorisant à vous changer de catégorie au bout de ces cinq ans. C'est très simple, ça donne énormément de visibilité à l'entreprise et ça évite la corruption.

M&B : Et la TVA ?

J.A.N : Impôt contre-productif ! Il faut qu'on se dise des vérités. Nous sommes allés trop vite en besogne... Aujourd'hui, tous les consommateurs payent la TVA lorsqu'ils achètent un bien de consommation. Mais le problème qui se pose tient dans le fait que les personnes chargées de transporter cette TVA vers l'administration fiscale ne ramènent pas la totalité de ce qu'ils ont collecté auprès des consommateurs. La TVA enrichit les opérateurs économiques et les dindons de la farce : c'est les consommateurs et l'Etat congolais !

M&B : Pouvez-vous développer ?

J.A.N : Nous avons deux types de TVA dans notre pays : la TVA à l'importation et la TVA à l'intérieur. Quand vous payez la TVA à l'importation, l'argent va directement dans le compte général de l'État, contrairement à la TVA intérieure, qui va à la DGI, sur un compte permettant le remboursement aux entreprises ayant droit. Mais vu que ces entreprises sont importatrices, le montant collecté par la DGI est insuffisant et on ne parvient pas à rembourser. C'est le cas des miniers

par exemple... Savez-vous que certaines entreprises du secteur réclament aujourd'hui des centaines de millions de dollars à l'État à cause de cela ? Il faut prendre des mesures correctives. Un système de facturation informatisé devient indispensable et les administrations fiscales doivent disposer de puces de manière à collecter l'information.

M&B : Cela changera quoi ?

J.A.N : Il faut imaginer un système de caisse enregistreuse liant l'entreprise au collecteur de la TVA. Via ce système, qui existe déjà dans certains pays, l'administration peut connaître facilement les montants à reverser. Ça lui permet d'anticiper.

M&B : Parlons un peu du guichet unique

J.A.N : On a créé un guichet unique de création d'entreprise. C'est d'ailleurs le seul indicateur où nous sommes correctement classés. Mais la corruption a, là encore, rattrapé les Congolais. Et si vous ne « motivez » pas les personnes du guichet, votre dossier a tendance à traîner...

M&B : Autre proposition pour booster la relance ?

J.A.N : Il y a trop de prélèvements obligatoires et injustifiés...

« OÙ VONT LES 10 OU 20 MILLIONS DE DOLLARS COLLECTÉS CHAQUE MOIS ? BUREAUCRATIE ! CONSEIL D'ADMINISTRATION ! DIRECTION QUI ROULE CARROSSE... MAIS LES ROUTES DANS TOUT ÇA ? »

M&B : Lesquels ?

J.A.N : Le Foner, le FPI, l'OCC, l'Ogefrem... Tout ça participe à la surchauffe des prix. La mission de l'OCC relève de la compétence de la douane. Il faut le supprimer. Toute cette bureaucratie ne sert à rien.

M&B : Et le FONER ?

J.A.N : Parlons-en ! Quand vous amenez le véhicule au Congo, vous amenez du carburant, vous payez le Foner qui est l'organe national, or il existe déjà une taxe spéciale de circulation routière pour entretenir et construire les routes. Est-ce que les routes sont entretenues dans ce pays ? Où vont les 10 ou 20 millions de dollars collectés chaque mois ? Bureaucratie ! Conseil d'administration ! Direction qui roule

carrosse... Mais les routes dans tout ça ?

M&B : Le FPI ?

J.A.N : Le FPI a plus de 30 ans. L'État a cédé ses prérogatives de prélever une taxe appelée TPI au FPI en lui confiant la mission de constituer un fonds pour financer les projets industriels. Aujourd'hui, quand on fait le bilan de ces 30 ans de prélèvement, on a un résultat zéro. Ce milliard prélevé a été dilapidé dans des projets bidon et une bureaucratie inutile !

M&B : Êtes-vous favorable à une dénationalisation des entreprises publiques ?

J.A.N : Je suis libéral, et je pense que l'État doit laisser les privés faire les

affaires. Ça, c'est la règle générale. Mais il y a des secteurs clés où l'État ne peut pas totalement se désengager.

M&B : En conclusion, comment fait-on pour modifier la conscience nationale rapidement ?

J.A.N : Le Congolais est capable de relever le défi. Si on met fin à la récréation, tout le monde va s'aligner rapidement. Mais ça doit venir d'en haut et il faut commencer par peupler les prisons par ceux qui ont pillé l'État. S'il n'y a pas des mesures phares, si dans les trois mois, il n'y a pas des décisions-chocs : c'est fini ! L'espoir qui est né des élections va fondre et cela va laisser place au désespoir. Le Chef de l'Etat doit lancer un message clair.





BUSINESS CLIMATE IN RDCONGO: THE LARGE UNPACKING OF JULES ALINGETE NKEY

The Government's advisor on Business Climate gave M&B a long interview to denounce without concession everything that is wrong. Constructive, he appealed to President Tshisékédi to take his reform proposals into consideration. Interview. Mining and Business: can you introduce yourself?

J.A.N: My name is Jules Alingete Nkey. I am an expert with the Government of the DRC on Business Climate. I am also Inspector General of Finance and Secretary General in Public Administration.

M&B: You have proposals to improve the Business Climate in the DRC. But let's start with a provocative question. How did we get to this situation?

J.A.N: Because there is a lack of institutional ownership of the issue by policy makers. Ministers talk about the Business Climate, but do not understand its significance! That

is my conclusion after three years of advising the government on this subject. I am also afraid that if we do not quickly proceed with this re-appropriation, our position in the Doing Business will always be on the decline!

M&B: And what are the Doing Business indicators?

J.A.N: In short, the Doing business indicators are business creation, obtaining a building permit, connecting to electricity, transferring ownership, obtaining loans, protecting minority investors, paying taxes, cross-border trade and contract performance and insolvency settlement. On all these elements, we will analyse the conditions for setting up the company, the facilities granted, the deadlines, the mechanisms or procedures put in place or the costs. I will note by the way that this takes into account all taxes, including mandatory contributions...

M&B: What is the situation in the DRC on this last indicator?

J.A.N: Catastrophic and in need of major reform! The DRC has three national tax administrations: the DGI, the DGDA and the DGRAD and 26 provincial administrations. That is to say 29, without forgetting all those who make tax deductions such as the FPI, the CNSS, the INPP, the ONEM, the OCC ! It is imperative to calm the relationship between the State and the business world!

M&B: And what exactly is legal certainty?

J.A.N: Are the investments and capital of a person who has invested his money in our country secure? And in this respect, our justice system must make an effort. There have been cases where people have come in with a million dollars in investment, and as a result of a small dispute, they are condemned to pay more than twice their investment! Justice must be done with due regard to this investor and investment protection.

M&B: What are your proposals to improve the business climate?

J.A.N: Ownership of the issue by the political decision-maker. I would also like to take this opportunity to appeal to the Head of State to make this issue a priority for his Government's actions.

MB: What exactly does it mean to take ownership of this issue?

J.A.N: In concrete terms, this means that the business climate steering committee must be chaired by the Head of State and no longer by the Minister of Planning, as is currently the case. He must chair this committee with, around him, the relevant members of the government, namely the Ministers of the Economy, Finance, Mines, Hydrocarbons, Justice, Social Security and Transport, in particular. If decisions are taken at this level, the relevant ministers will feel more directly involved. It is the responsibility of ANAPI to monitor implementation as a technical advisory body, as is already the case. I think that would be a start to boosting things up. The current resistance is linked to the fact that the committee is chaired by the Minister of Planning.

M&B: Resistance?

J.A.N: Do you realize that some ministers come to these meetings wondering what they are doing there, when they are not just sending a counsellor? The press is called, ANAPI is told to follow up and that's it! If the President of the Republic were President of the Committee... I am sure that the ministers would be there... We cannot pretend to solve the problem of unemployment, create jobs, in this way!

M&B: And what should this Committee focus on?

J.A.N: Take charge of the tax issue and start with the thorny issue of tax payments. We must no longer make superficial reforms to our tax system. Our current system of underdevelopment is a barrier to investment and by its very design generates corruption.

M&B: Are you advocating a complete overhaul?

J.A.N: Yes ! about the type of tax, the tax method and the tax rate ! In some tax systems, you report what you think is your tax. Then, the administration checks and gives its approval to the taxpayer. If the latter pays, the control becomes subsidiary. Our system works backwards. In our country, the taxpayer declares the tax and the administration asks him to pay without checking if the return is correct. The check comes after the payment. And that's when it turns into a hassle. Not to mention that poorly paid tax officials often try to put some in their pockets and that, for the moment, the State cannot even find its way in! Control must be given a much less important place.

M&B: But beyond the control, we hear that the very mode of calculation poses a problem...

J.A.N: Control should not be based on accounting alone. But the problem with control is that it has become a system of enrichment for the tax administration and the authorities. That's why we're having trouble regulating this matter! In addition, this system is outdated in many countries where a much more efficient profit-based flat-rate system has been introduced. Knowing that the package is sectoral. The percentage is different if you are in services or industry for example. With this tax system, there is no need to go through the accounting system.

M&B: In which country, for example, is that already effective?

J.A.N: Dubai. There, the system has twenty different categories of packages, linked to the size of the company, the number of employees, the type of activity, etc. Depending on your category, you know how much tax you will pay over the next five years. The administration allowing itself to change your category at the end of these five years. It's very simple, it gives a lot of visibility to the company and it avoids corruption.

M&B: What about VAT?

J.A.N: Counter-productive tax! We need to tell each other some truths. We have gone too fast... Today, all consumers pay VAT when they buy a commodity. But the problem is that the people responsible for bringing this VAT to the tax administration do not bring in all the money they have collected from consumers. VAT enriches economic operators, and fools: it is the consumers and the Congolese State!

M&B: Can you elaborate?

J.A.N: We have two types of VAT in our country: import VAT and domestic VAT. When you pay VAT on imports, the money goes directly into the State's general account, unlike domestic VAT, which goes to the DGI, into an account allowing refunds to eligible companies. But since these companies are importers, the amount collected by the DGI is insufficient and we are unable to refund. This is the case for mining companies, for example... Did you know that some companies in the sector are now claiming hundreds of millions of dollars from the government because of this? Corrective action must be taken. A computerised invoicing system is becoming essential and tax administrations must have chips at their disposal in order to collect information.



M&B: Let's talk a little bit about the One-Stop Shop

J.A.N: A one-stop shop for business creation has been created. This is the only indicator where we are correctly ranked. But corruption has again caught up with the Congolese. And if you don't "motivate" the people working there, your file tends to drag on...

M&B: Another proposal to boost the upturn?

J.A.N: There are too many compulsory and unjustified taxes....

M&B: Which ones?

J.A.N: The FONER, the FPI, the OCC, the OGEFREM... All this contributes to the inflation of the prices. The mission of the OCC falls within the competence of the customs authorities. It must be removed. All this bureaucracy is useless.

M&B: And the FONER?

J.A.N: Let's talk about it! When you bring the vehicle to Congo, you bring fuel, you pay the Foner, which is the national body, and there is already a special road traffic tax to maintain and build roads. Are roads maintained in this country? Where does the \$10 million or \$20 million raised each month go? Bureaucracy! Board of Directors! Direction that rides a carriage... But what about the roads in all this?

M&B: The FPI?

J.A.N: The FPI is more than 30 years old. The State has transferred its prerogatives to levy a tax called TPI to the FPI by entrusting it with the task of setting up a fund to finance industrial projects. Today, when we take stock of these 30 years of collection, we have a zero result. This billion has been squandered on bogus projects and unnecessary

bureaucracy!
M&B: Do you advocate denationalization of public companies?

J.A.N: I am a liberal, and I think the state should let the private sector do the business. That is the general rule. But there are key areas where the government cannot fully disengage.

M&B: In conclusion, how can we quickly change the national consciousness?

J.A.N: The Congolese are up to the challenge. If we end recess, everyone will line up quickly. But it has to come from above and we have to start by populating the prisons with those who looted the state. If there are no flagship measures, if there are no shock decisions within three months: it's over! The hope that has arisen from the elections will melt away and that will give way to despair. The Head of State must send a clear message.

Find the full interview at: www.miningbusiness.com

"ARE ROADS MAINTAINED IN THIS COUNTRY? WHERE DOES THE \$10 MILLION OR \$20 MILLION RAISED EACH MONTH GO? BUREAUCRACY! BOARD OF DIRECTORS! DIRECTION THAT RIDES A CARRIAGE... BUT WHAT ABOUT THE ROADS IN ALL THIS?"



VOYEZ GRAND POUR VOS ÉVÉNEMENTS



SOUS NOTRE CHAPITEAU, TOUT DEVIENT POSSIBLE...

Pour vos événements privés ou publics, vos réunions d'affaire, conférences ou séminaires, le Pullman Lubumbashi se prête à toutes les rencontres. L'organisation de vos événements méritent toute l'expertise Pullman. Profitez de notre chapiteau de 750 m² pouvant accueillir jusqu'à 1000 personnes pour vos banquets, cocktails ou tout autres événements.

 pullman
HOTELS AND RESORTS

LUBUMBASHI GRAND KARAVIA

RESERVATION:
+243(0) 9999 78038 - HA0T4-RE@ACCOR.COM

Une expérience ACCORHOTELS.COM



Un « New Deal » pour la RDC ?

A “New Deal” for the DRC?

Le 13 février 2019, le journal «Le Monde» titrait : «Les récits médiatiques font passer la RDC pour un gigantesque baril de poudre».

Vu de l'extérieur, il faut confesser que l'image projetée à travers la presse, plusieurs rapports et même les réseaux sociaux ne rassure pas. Plus encore, elle tend à contester notre capacité à être les acteurs d'un projet congolais à la hauteur de nos aspirations et de notre potentiel.

Beaucoup de choses ont été faites, pourtant, et même si la taille des défis demeure colossale, Lao-tseu ne disait-il pas qu'un voyage de mille lieues commence toujours par un premier pas ? Franklin Roosevelt s'est-il dit la même chose quand, en 1933, il engageait les USA dans le «New Deal», un sursaut aussi courageux qu'ambitieux qui allait devenir le socle de plusieurs décennies de prospérité ? Et si nous nous posions la question d'un «New Deal» congolais pour parler avenir économique et social avec pragmatisme et volontarisme, sans coloration ni paternalisme ?

Lors de l'accession au pouvoir du Président Joseph Kabila en 2001, la RDC est confrontée à des conflits armés et à une insécurité chronique. Avec les accords de Sun City, la promesse d'un retour à la paix ouvre

la voie à de nouvelles ambitions. Un retour progressif à la stabilité de la monnaie nationale renforcera par la suite la confiance et préfigurera la mise en place d'un cadre favorable à la relance. L'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, l'adhésion à l'OHADA, la mise en place du guichet unique de création d'entreprises, des réformes sectorielles constitueront ensuite autant d'étapes cruciales dans l'orientation de l'économie congolaise. Ainsi, en 2014, le taux de croissance du PIB est proche des deux chiffres, le système bancaire croît de 25 % chaque année, les délais de création d'une entreprise sont réduits à 3 jours...

La RDC revient de loin, mais il reste tellement à faire !

Après avoir atteint 9,5 % en 2014, la croissance du PIB a chuté à 6,9 % en 2015 avant d'atteindre 2,4 % en 2016 — son plus bas niveau depuis 2001 — et de remonter à 3,4 % en 2017, reflétant pour beaucoup les fluctuations des cours des matières premières. Cela montre également notre vulnérabilité aux chocs externes et les enjeux d'une transformation de l'économie. Nous suggérons ici quelques lignes de force susceptibles de nourrir la réflexion :

1. Agir en «swing producer» et œuvrer pour une régulation concertée de la production afin de nous prémunir contre les chocs

externes de l'industrie extractive et leurs conséquences sociales ;
2. Diversifier et insuffler une nouvelle dynamique grâce à un cadre fiscal incitatif pour les PME et mieux adapté au rayonnement des grandes entreprises ;

3. Réformer l'éducation pour créer l'ensemble des compétences et des qualifications dont la RDC a besoin pour se projeter dans l'émergence ;

4. Adapter les instruments de mesure du développement et de redistribution des richesses pour orienter au mieux l'action de l'État dans le contexte congolais.

Le «New Deal» de Franklin Roosevelt a changé son pays par des réformes et non par la révolution. La RDC revient de loin, il est urgent de consolider les acquis, faire face aux épreuves d'aujourd'hui et nous engager avec toujours plus d'ambition dans le Congo de demain. Les défis sont de taille certes, mais même le plus long des voyages commence par un premier pas !

Henri Plessers Mboyo, Directeur exécutif du cabinet d'experts-conseils Financialis ACM, formateur au CFPB et Chargé de cours à l'Université Protestante au Congo pour la Frankfurt School of Finance and Management.

On February 13, 2019, the newspaper “Le Monde” headlined: “Media stories make the DRC look like a gigantic powder keg”.

Seen from the outside, it must be confessed that the image projected through the press, several reports and even social networks does not reassure. Moreover, it tends to challenge our ability to be the actors of a Congolese project that matches our aspirations and potential.

Many things have been done, however, and even if the size of the challenges remains colossal, didn't Lao-tseu say that a journey of a thousand miles always begins with a first step? Did Franklin Roosevelt agree with this when, in 1933, he committed the United States to the “New Deal”, a courageous and ambitious start that would become the foundation for several decades of prosperity? What if we asked ourselves the question of a Congolese “New Deal” to talk about the economic and social future with pragmatism and voluntarism..., without coloration or paternalism?

When President Joseph Kabila came to power in 2001, the DRC was confronted with armed conflicts and chronic insecurity. With the Sun City agreements, the promise of a return to peace paves the way for new

ambitions. A gradual return to the stability of the national currency will subsequently strengthen confidence and foreshadow the establishment of a framework conducive to recovery. Reaching the completion point of the HIPC initiative, joining OHADA, setting up the one-stop shop for business creation and sectoral reforms will then be crucial steps in guiding the Congolese economy. Thus, in 2014, the GDP growth rate is close to double digits, the banking system grows by 25% each year, the time required to start a business is reduced to 3 days...

The DRC has come a long way, but there is still so much to do!

After reaching 9.5% in 2014, GDP growth fell to 6.9% in 2015 before reaching 2.4% in 2016 - its lowest level since 2001 - and rising to 3.4% in 2017, largely reflecting fluctuations in commodity prices. It also shows our vulnerability to external shocks and the challenges of economic transformation. We suggest here some main lines of action that could feed the reflection:

1. Act as a “swing producer” and work for a concerted regulation of production in order to protect ourselves against the external shocks of the extractive industry and their social consequences;

2. Diversify and inject a new dynamic through an incentive tax framework

for SMEs and better adapted to the outreach of large companies;

3. Reform education to create the set of skills and qualifications that the DRC needs to project itself into the emergence ;

4. Adapt the instruments for measuring development and wealth redistribution to best guide State action in the Congolese context.

Franklin Roosevelt's “New Deal” changed his country through reforms, not revolution. The DRC has come a long way, it is urgent to consolidate the progress made, face today's challenges and commit ourselves with ever greater ambition to the future of the Congo. The challenges are certainly daunting, but even the longest journey begins with a first step!

Henri Plessers Mboyo, Executive Director of the consulting firm Financialis ACM, trainer at the CFPB and Lecturer at the Protestant University in Congo for the Frankfurt School of Finance and Management.

Axes stratégiques et changement dans la gouvernance

M&B a eu accès aux recommandations faites au Chef de l'Etat du cabinet Conseil congolais en Intelligence économique, Task Force. Avec l'accord de Al Kitenge, son Directeur, nous les avons analysées et vous en livrons notre lecture en exclusivité.

GOUVERNANCE & SERVICES PUBLICS

Sur ce chapitre, le cabinet conseil insiste sur la nécessité de recentrer les priorités sur le citoyen et la compétitivité de la Nation. Il propose un leadership humanisé, partagé, au sein duquel chacun assume pleinement ses responsabilités, rompant de facto avec le culte du chef et replaçant ce dernier au service du citoyen.

Il place l'effectivité de la décentralisation comme priorité nationale et en appelle à une administration modernisée et informatisée facilitant l'accès à l'information par le citoyen dans le cadre de la redevabilité.

« IL DÉVELOPPE CE CONCEPT EN METTANT L'ACCENT SUR L'URGENCE STRATÉGIQUE CONSISTANT À NE PAS LAISSER SE CREUSER LE « GAP » ENTRE ZONE URBAINE ET RURALE. »

UN « AGENDA RURAL »

Le cabinet insiste pour que le Président définisse rapidement un « agenda rural ». Il développe ce

concept en mettant l'accent sur l'urgence stratégique consistant à ne pas laisser se creuser le « gap » entre zone urbaine et rurale. Il prône une plus grande équité et une justice valable pour tous afin, précise-t-il notamment, d'endiguer le flot des migrations intérieures. Un investissement public solidaire conséquent doit, selon lui, être inscrit rapidement au budget. La SNEL & la REGIDESO sont les premières concernées par ce plan rural ainsi que les acteurs d'une inclusion numérique intensive et les urbanistes.

SHIFT STRATÉGIQUE

La création d'un Fonds de l'efficacité énergétique et du Climat, permettrait selon Al Kitenge le financement des infrastructures en vue d'une « MOBILITE INTELLIGENTE » prenant en considération le mix Air/Terre/Fluvial, et suivant la logique d'un plan structuré de développement global.

Il insiste par ailleurs sur le fait que le Président définisse l'Agenda Climat de la RDC et que des choix clairs soient opérés en la matière en lien étroit avec les grandes orientations internationales. La mise en œuvre d'une stratégie visant à aller vers un mix énergétique axé sur le durable et le tout électrique pendant les prochaines décennies est à son avis l'option à décliner. Il suggère ainsi la création d'une Agence Nationale de l'Innovation & des Grands travaux pour travailler, entre autres, sur cette question et défend l'idée de « villes et villages verts et intelligents ».

PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Un plan stratégique (à minima décennal), agrégé par l'interministériel, coordonné, définissant les orientations socio-économiques permettrait selon

l'expert de briser le cycle de la pauvreté. A son avis, l'identification des besoins en termes de ressources humaines, de formateurs, de formations, à la taille du territoire et tenant compte des projections démographiques et des évolutions technologiques sur la période, favoriserait l'implémentation d'un « cycle économique vertueux » basé sur l'investissement privé. Sur cet aspect, il recommande notamment la mise en œuvre d'une politique de grands travaux financés par le privé ou en PPP, afin de (re-) créer un savoir faire technique à grande échelle et de redynamiser les territoires grâce à aux créations massives d'emplois induites.

VERS UN NOUVEAU « PACTE SOCIAL »

En résumé, Al Kitenge en appelle à la rénovation d'un « pacte social » axé sur la bienveillance de l'Etat à l'égard du citoyen. Le modèle économique « durable, vert et intelligent », défendu par l'expert replace l'Etat en structure « redevable » face au citoyen contribuable, et en appelle à plus de transparence quant à l'utilisation des deniers publics. Cela concerne autant les hôpitaux publics, les établissements scolaires, la création ou la maintenance des infrastructures et du patrimoine de l'Etat que de ses administrations ou de son train de vie.

Ce « pacte social », également décliné en « pacte fiscal » remet, là encore le citoyen au centre du dispositif et promeut une approche asymétrique et inclusive consolidant le dessein d'une « ruralité moderne », d'un « tourisme civique », d'une sensibilisation aux défis technologiques à venir (Intelligence artificielle, robotisation, interconnexion mondiale...), de l'auto-entrepreneuriat et de l'innovation.

Strategic axes and change in governance

M&B was able to access the proposals developed by a Congolese top-notch business intelligence firm. The recommendations the firm made to the Head of State are outlined in exclusivity in this issue, with the permission of the firm's Director.

GOUVERNANCE & PUBLIC SERVICES

The firm insists on the need to refocus the priorities on the people and on the Nation's competitiveness. The firm proposes a humanised and shared leadership, which should see each Congolese fully shouldering their responsibilities, hence ensuring those in power are not worshipped but rather placed at the service of the people.

Effective decentralisation should be a national priority with a modernised and computerised administration that gives people access to information as part of accountability.

RURAL AGENDA

The firm urges the President to rapidly outline a "rural agenda", insisting on the urgent strategic need to stop the gap between urban and rural areas from widening. The firm proposes greater fairness and impartial justice in order to contain influxes of domestic migrations. A significant public and shared investment should be included in the budget rapidly. The power utility (SNEL) and the water utility (REGIDESO) should be the first targets of this plan, in addition to digital inclusion stakeholders and urbanists.

STRATEGIC SHIFT

According to our expert, the creation of an Energy Efficiency and Climate Fund should enable the financing

of infrastructures with a view to "SMART MOBILITY", taking into account the Air/Land/Water mix in line a structured overall development plan.

The firm further insists that the President outline a Climate Agenda containing crystal-clear choices which closely align with major international protocols. Implementing a strategy geared towards a mix of sustainable and all-electrical energy over the next decades proves critical, says the expert. As a result, he proposes the creation of a National Agency for Innovation & Major Works that should work on this issue, amongst others. He supports the idea of green and smart villages and cities.

DEVELOPMENT STRATEGIC PLAN

According to our expert, a strategic (10-year minimum) plan, consolidated at cross-ministerial level, coordinated and outlining socio-economic guidelines should help to break the poverty cycle. In his opinion, breaking down the needs in terms of human resources, trainers, trainings, size of the country and taking into account demographic projections and technological evolutions over the plan's lifetime, should foster a virtuous economic cycle based on private-sector investment. In this regard, the firm recommends that a private-sector or PPP funded policy of large scale works be implemented. This would re/create high-level technical know-how and boost the hinterland territories through massive employment creation.

In a nutshell, the firms calls for the renewal of the social contract focused on the goodness of the State benefiting the people. The sustainable, green and smart business model argued for repositions the people at the centre. And as

taxpayers, the people have the right to more transparency of the use of public money. This applies not only to public hospitals but also to public schools or to the construction and maintenance of infrastructures, as well as to State assets and offices. This social contract, which comes with a fiscal component, repositions the people at the forefront. It promotes an asymmetrical and inclusive approach fostering "modern rurality", civic tourism, sensitisation on future technological challenges (artificial intelligence, robotics, global connectivity etc.), auto-entrepreneurship, innovation, etc.

“IMPLEMENTING A STRATEGY GEARED TOWARDS A MIX OF SUSTAINABLE AND ALL-ELECTRICAL ENERGY OVER THE NEXT DECADES PROVES CRITICAL, SAYS THE EXPERT. AS A RESULT, HE PROPOSES THE CREATION OF A NATIONAL AGENCY FOR INNOVATION & MAJOR WORKS THAT SHOULD WORK ON THIS ISSUE, AMONGST OTHERS. HE SUPPORTS THE IDEA OF GREEN AND SMART VILLAGES AND CITIES”

Les 15 mesures symboliques (et gratuites) qui pourraient être prises dans les 3 mois par les nouvelles autorités



1. IMPORT – EXPORT :

Interdire l'importation de certains produits alimentaires largement disponibles en RDC : tomates, bananes, sucre, miel, jus de mangue, d'ananas, café, poulet, etc. Cette mesure aurait pour effet immédiat de booster les filières concernées, y compris celle de l'agro alimentaire. Elle présuppose par contre un contrôle des prix pour éviter que les producteurs nationaux concernés profitent de cette interdiction pour s'entendre sur les prix et les augmenter. Ce qui aurait pour effet induit de créer une pression financière supplémentaire sur les classes les plus défavorisées.

2. TRAIN DE VIE DE L'ÉTAT :

Indexer les émoluments des parlementaires sur la réalité pays en les plafonnant symboliquement à 50 fois le SMIG.

Bon allez, chers Honorables... 50 fois le SMIG mensuel au lieu de 100 fois aujourd'hui, c'est tout de même pas mal! Quand on sait en plus qu'en France par exemple, l'écart entre le salaire minimum et celui d'un député est inférieur à 8 fois.

Par ailleurs, cette proposition aurait l'avantage de renvoyer le Parlement

à ses obligations fondamentales à savoir, servir les intérêts du peuple et le représenter. Les élus ne goûtant que très modérément une baisse drastique de leur salaire, il y a fort à parier que le SMIG augmenterait très rapidement!

3. SANTÉ :

Interdiction de délester les hôpitaux ou de leur couper l'eau. Il est inadmissible dans un pays comme le nôtre que les hôpitaux, morgues et autres centres de soins soient privés d'énergie électrique ou d'eau. On pensera notamment aux services d'urgence, à la néo-natalité, à la réa, etc., qui ne peuvent en aucun cas être coupés de l'électricité. Idem, concernant l'eau, pour l'hygiène des hôpitaux et le risque de propagation des maladies nosocomiales. La mission de service public des sociétés nationales d'adduction d'énergie doit être revisitée sur ce chapitre afin que ces situations ne puissent plus exister.

4. ÉDUCATION :

Frais universitaires payables au taux du jour à la BCC. Les étudiants le réclament à corps et à cris depuis des mois et il est vrai que cette situation qui impose un taux du dollar déconnecté de la réalité est pour le moins absurde. Autre solution : que les universités acceptent le paiement des frais en Francs congolais!

5. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION :

Ouvrir une hotline téléphonique gratuite et anonyme permettant de dénoncer nommément les actes de corruption. Inviter à la délation n'est pas obligatoirement une proposition idéologique intéressante. Il n'en reste pas moins que devant la nécessité d'un véritable électrochoc pour

couper le très gros appétit de certains cadres de l'administration publique, cela reste une option à étudier de près. Cette solution ayant au moins pour intérêt de les inquiéter et, très certainement, de freiner leurs ardeurs.

6. 4e POUVOIR : Laisser la presse enquêter librement sur les scandales de corruption et de malversation. Le Président l'a rappelé lors de son discours de passation du pouvoir, il protégera le 4e pouvoir. Les actes de corruption et la malversation pouvant être exposés au grand jour, il y a, là encore, fort à parier que les premières «têtes» tombées en feront sérieusement réfléchir certains. Par ailleurs, cette garantie de l'État l'exposant également au scandale public, le peuple y verra le souci d'exemplarité.

Dans la série, devoirs mutuels, la presse devra pour sa part respecter le Code déontologique de la profession en cessant de colporter les rumeurs ou les informations hasardeuses. Ses articles devant être dûment sourcés, et des preuves devant pouvoir être apportées sous peine de poursuites judiciaires pour diffamation.

7. VOYAGES INTÉRIEURS :

Supprimer les contrôles de passeports à l'arrivée sur les lignes aériennes intérieures. Que de tracasseries pour rien lors des voyages intérieurs en avion! Et pour quoi faire? On se le demande... vu que pour le même trajet par voie terrestre ou fluviale, vous n'auriez pas à montrer vos papiers! Notons en prime que les fonctionnaires de la DGM ainsi libérés pourraient être réaffectés sur des missions de renforcement des frontières, des vraies cette fois!

8. VIE QUOTIDIENNE : Interdire le tapage sonore des églises du réveil. Prier et honorer son Dieu est une chose. L'imposer à tout le voisinage de jour comme de nuit en est une autre! Dieu serait-il sourd qu'il faille de telles sonos pour lui dire qu'on l'aime?

« PRENDRE DES ENGAGEMENTS FORTS EN LA MATIÈRE ET VERSER LES FONDS EN TEMPS ET EN HEURE PERMETTRAIT AUX PROVINCES D'ENGAGER LES CHANTIERS QU'ELLES JUGENT UTILES POUR LEUR DÉVELOPPEMENT ET, PAR RICOCHET, ENDIGUER L'EXODE DES JEUNES VERS KINSHASA. »

9. DÉCENTRALISATION :

Engager une politique forte et volontariste de décentralisation par rapport à Kinshasa conformément à la constitution. La constitution de 2006 qui a vu le redécoupage des Provinces devait permettre une meilleure gestion des territoires grâce à une plus grande proximité avec le citoyen. De même, une garantie de redistribution de l'impôt par Kinshasa a été instaurée. Or, il semble que les Provinces peinent à obtenir ces budgets de la part du pouvoir central. Prendre des engagements forts en la matière et verser les fonds en temps et en heure permettrait aux Provinces d'engager les chantiers qu'elles jugent utiles pour leur développement et, par ricochet, endiguer l'exode des jeunes vers Kinshasa.

10. VEILLER A LA BONNE COMPOSITION DES DÉLÉGATIONS EN MISSION : s'assurer qu'une délégation congolaise officielle, sportive, culturelle, économique, etc., ne soit composée

que de personnes qualifiées! Délégations artistiques sans artistes, délégations sportives avec 4 ou 5 accompagnateurs par athlète, délégations officielles composées des tantes et des cousines du chef de délégation... la représentation internationale de la RDC à l'étranger semble parfois bien cocasse! Remettre un peu d'ordre dans tout cela ne nuirait pas à un blason national sérieusement terni par ces vraies-fausse délégations à répétition et, peut-être avant tout, permettrait peut-être d'être de rapporter plus de médailles ou de contrats...

11. ÉDUCATION : Interdiction de chasser les enfants de l'école en cours d'année. Punir et humilier l'enfant parce que ses parents manquent d'argent tient de la pédagogie d'un autre âge, or nous sommes en 2019, non? Ceci dit, cette interdiction ne doit pas avoir pour effet pervers de déresponsabiliser certains parents. Dès lors, et en cas de non-paiement



des frais, on pourra mettre en place un système qui protège l'enfant tout en contraignant les parents. Par exemple : refuser de donner l'attestation scolaire, les bulletins ou le diplôme en fin d'année voire, verrouiller la possibilité d'inscrire l'enfant dans un autre établissement l'année suivante, etc.

12. CONSOMMATION : Rendre l'affichage des prix obligatoire dans tous les magasins et boutiques, et sur la totalité des articles. Les prix «à la tête du client» nuisent féroce­ment au commerce. Cet effet d'entraînement entre les magasins et boutiques, lié à ce qui serait une tradition locale ou à une fuite du fisc, a eu notamment pour effet de faire fuir les expatriés (mais pas que...) des boutiques. On remarque en outre que les magasins qui affichent les prix marchent bien mieux que les autres. En tout cas : quel manque à gagner pour l'économie nationale ! La loi rendant obligatoire la publicité des prix des biens et services existe. C'est au niveau de l'application effective de celle-ci que l'État a failli.

13. POLLUTION : Interdire réellement l'usage des sacs plastiques dans le commerce. La loi est votée et mise en application ! Alors, pourquoi rien ou presque ne change et que l'on continue à utiliser ces maudits sacs dans tous les marchés de la ville ? De nombreux pays d'Afrique centrale ont mis en place des solutions intéressantes, à commencer par plus de pédagogie auprès des vendeurs et des consommateurs, une lutte contre les trafiquants de sacs, et l'appui à de nouvelles filières d'emballage. Car, ne l'oublions pas : l'addition à payer, à terme, sera très lourde si rien n'est fait.

14. ENVIRONNEMENT : Mettre un moratoire sur le projet d'exploitation du pétrole dans les parcs du Virunga et de la Salonga. Reconsidérer les enjeux de l'exploitation du pétrole dans ces deux joyaux de l'Humanité au niveau du manque à gagner à terme, de l'image pays, du tourisme, etc., passe par un moratoire de quelque mois sur ce projet.

D'après les experts, entre 3 et 5 milliards de barils se trouveraient enfouis dans les deux parcs. Mais ne l'oublions pas, cela correspond en gros à la production annuelle des USA... On ne sera donc pas le Koweït avec ça ! De plus, le premier baril n'est pas prêt d'être extrait et encore moins transporté par oléoduc vers Matadi ou Dar Es Salam ! Et puisque tout est histoire d'argent : annoncer demain au monde que la protection de la Faune et de la Flore sont la priorité de la RDC et que, face à la nouvelle gouvernance au Brésil, elle reprend le leadership mondial en assumant avec fierté son rôle de poumon de la planète rapporterait probablement bien plus d'argent à court et long termes. En tout cas, faut faire le calcul !

15. VENDRE LA SNEL à un ou deux consortiums privés pour permettre dans l'année qui suit à tous les abonnés d'avoir enfin un courant correct. Appel d'offres propre, haute autorité encadrant drastiquement les prix.



N.M.S.



NEW MAMBA SÉCURITÉ

Local response, National support

30 ans
d'expérience

plus de
100 véhicules

présent dans
plus de 50 villes

- Gardiennage
- Protection rapprochée
- Intervention
- Services de protocole

- Matériels de sécurité
- Brigade canine
- Sous-traitance
- Et interim(Payroll)

Kinshasa : +243810449432 / +243971063680
Kisangani : +243851212135 / +243816120607
Matadi : +243855243268
Lubumbashi : +243817066274 / +243994630920



Escorte
Convoyage de fonds
Comptage et gestion de paie



15 symbolical (quick fix) measures that may be taken by the new authorities within 3 months



1. IMPORT – EXPORT: Ban the importation of some food commodities that are largely available in the DRC: tomatoes, bananas, sugar, honey, mango juice or pineapple juice, coffee, chicken etc. This measure will immediately boost the sectors concerned, including agriculture and farming industry. However, as a prerequisite, this measure needs price control so as to prevent domestic producers from taking advantage of the ban by setting the prices then increasing them later. Which would result in increasing the financial burden on the most disadvantage social classes.

2. GOVERNMENT SPENDING: Tally the salaries of members of parliament with the realities of the country by symbolically capping at 50 times the minimum wages. Come on dear MPs....50 times the monthly minimum wages in stead of the current 100 times, that it is not so bad, after all! For instance, in France, the gap between the minimum wages and the salary of an MP is less than 8 times. Besides, this measure would come with another benefit, namely getting the Parliament to deliver on its key obligations: serving the interests of the people and representing them.

Seeing that MPs will hardly accept any drastic reduction of their wages, chances are that the minimum wages will rapidly increase.

3. HEALTH: Forbid any load-shedding or water shut-down for hospitals. It is unacceptable in a country such as ours that hospitals, morgues and other private health care centres should be deprived of power or water. In particular, emergency services, maternity wards, or resuscitation units etc. should never ever be without electricity. The same goes for water, which is key for hygiene in the hospitals and prevents the risk of hospital-acquired diseases. The mission to serve the public that is incumbent upon the power utility and water utility should be reviewed in this regard to ensure such situations are eradicated.

4. EDUCATION: Use the prevailing exchange rate when settling fees at the Congo Central Bank: Students have been kicking and screaming for months because imposing a US dollar exchange rate that does not reflect the reality on the ground makes no sense, to say the least. Alternatively, universities may decide

to accept payment in Congolese Francs!

5. FIGHT AGAINST CORRUPTION: Setting up a free and anonymous hotline enabling to blow the whistle on incidents of corruption: Whistle-blowing is not necessarily an interesting ideological alternative. But the fact still remains that given the need to send a strong signal that will curtail the large appetite for corruption from senior officers in the public administration, this alternative is worth carefully examining. The solution will at least act as a disincentive to them and, most definitely, curtail their corruption drive.

6. 4TH PILLAR OF POWER: Allowing the media to freely investigate corruption and mismanagement scandals: In his inauguration speech, the President underscored that he would protect the media. Incidents of corruption and mismanagement could be exposed and the first heads that will roll will certainly make others think twice before engaging in corruption. On the other hand, this state guarantee which also exposes the state to public scandal, will be seen by the people as a resolve by the state to lead by the example. In the same vein, in terms of mutual obligations, the media should also comply with their Ethics Code by not disseminating rumours or baseless information. Articles produced by the media should be duly supported by sources and evidences that can be made available. Failing that, the media could be prosecuted for defamation.

7. DOMESTIC TRAVELS: Passport checks on arrival for

domestic flights should be banned. There are so many unnecessary hassles during domestic flights. The question is what for? One wonders.... because for the same trip by car or by boat, you will never be required to show your ID papers! It should be noted that immigration officers who will be released from passport checks could, as a result, be redeployed to duties for the protection of borders, genuinely.

8. DAILY LIFE: Ban the sound pollution from revivalist churches. Praying and honouring your God is one thing. Imposing your belief to all your neighbourhood at all times of the day and night is quite another! Is God deaf so that it would take such noisy sound systems to express your love to Him?

9. DECENTRALISATION: Initiate a robust and strong-willed decentralisation policy in relation to Kinshasa in compliance with the constitution. The 2006 constitution which led to the break-up of provinces should enable better management of the territories thanks to a greater proximity to the people. Likewise, a guarantee for taxes redistribution by the central government was instituted. Yet, it seems that the Provinces are having a hard time securing these budgets from the central government. Taking strong commitments in this regard and timeously availing the funds to the provinces will enable them to undertake initiatives that they deem useful for their development. As a result, this will contain the youth exodus from provinces to Kinshasa.

10. SEE TO THE RIGHT COMPOSITION OF DELEGATIONS ON OFFICIAL TRAVELS: ensure that any Congolese official, sports, cultural, economic delegation is composed only of qualified personnel! Artistic delegations without artists, sports delegations with 4 to 5 support staff members per athlete, official

delegations comprising aunts or cousins of the head of delegation... DRC's representation abroad sometimes seems to be quite funny! Restoring a tad bit of order in this murky situation would not harm the image of the country which was so tarnished by these fake repetitive delegations. And this could even help the country win medals or close deals...

11. EDUCATION: Ban the expulsion of school-children during the academic year. Punishing or humiliating a child because their parents lack money is an outdated education strategy. Yet we happen to be in 2019. That being said, this ban should not result in the perverse effect of some parents not paying the school fees. Hence, in the event of non-payment of fees, a system that protects the child while constraining parents to settle the fees, should be put in place. For instance, the system could consist in retaining a school certificate, transcripts or diplomas at the end of the academic year or even preventing the child from re-enrolling for the next year.

12. CONSUMPTION: Make it compulsory to display the prices of all items in all shops and boutiques. Pricing based on the appearance of the customer does undermine business. The resulting domino effect between shops and boutiques, attributable to a domestic tradition or a tax evasion tactics, scared away the expatriates (and other people...) from boutiques. On the other hand, it is observed that shops that display prices are better off than those that don't. At the end of the day, the loss for the national economy is huge! There is a law making it compulsory to display the prices of goods and services. It is its effective implementation by the state which went wrong.

13. POLLUTION: Genuinely ban plastic bags from business. The law was passed and is being

implemented. Then why nothing or virtually nothing changes as these bloody plastic bags are still being used in all supermarkets in the city? Many central African countries implemented interesting solutions, by sensitising the sellers and consumers, then fighting against plastic bags illicit producers before supporting new packaging initiatives. We should never forget that not acting against plastic bags now will come with a hefty cost.

14. ENVIRONMENT: Impose a moratorium on the oil exploitation project in the Virunga and Salonga parks: Revisiting the stakes for oil exploitation in these two parks that are part of World's heritage, especially in terms of long-term losses, the country's image, tourism etc. will require a moratorium of some months on the project. According to experts, 3 to 5 billion of barrels are reportedly buried in the two parks. But we should bear in mind that quantity corresponds to the US annual oil production... Which means it won't get to become Kuwait! Besides, we are far from seeing the first barrel being extracted, let alone being pipelined to Matadi or Dar Es Salam! And since all boils down to money, announcing to the world that the protection of wildlife has become a priority for the DRC and (given the new governance in Brazil) the country would like to retake the global leadership by proudly playing its role as the lung of the planet, would definitely be more lucrative in short and long term. We really need to get the maths right!

15. SELL THE POWER UTILITY (SNEL) to one private consortium or two private consortia so that next year all customers can at long last enjoy quality power. This would require a tendering process and some high-level authority to strictly monitor costs.



INVESTING IN
AFRICAN
MINING
INDABA

25th
ANNIVERSARY
1994-2019

BRUNSWICK
Mining:
A complex,
ever changing
environment



Anglo American: Vaal Reefs Mine

SPÉCIAL INDABA



Une délégation congolaise à effectif très réduit

Les années se suivent, mais ne se ressemblent pas.

L'an dernier, la RDC avait été au centre des discussions et au cœur de la polémique à Mining Indaba. Albert Yuma, président de la Gécamines, avait ouvert les hostilités contre les entreprises minières étrangères dès le premier jour de l'événement en annonçant, lors d'un discours-fleuve, l'audit de ses partenariats. Par ailleurs, la Gécamines, le ministère des Mines ainsi que le Lualaba avaient chacun investi dans un stand au sein du centre de conférence du Cap pour mettre en valeur les ressources de la RDC et les opportunités d'investissements.

Cette année, Mining Indaba s'étant tenu avant la nomination du gouvernement du nouveau président Félix Tshisekedi, qui avait par ailleurs demandé quelques jours avant le démarrage du forum afin de limiter les dépenses publiques de la RDC aux seules charges de personnel, la délégation du pays à la conférence a été assez limitée. L'équipe était menée par le secrétaire général aux mines du ministère, Joseph Ikoli, accompagné de plusieurs de ses adjoints et collaborateurs. Le ministère avait un stand, mais il était calé tout au fond du centre de conférence. La Gécamines n'avait quant à elle aucune représentation officielle, bien que plusieurs de ses cadres aient fait le déplacement au titre d'autres activités.

Si les officiels n'étaient pas nombreux, une flopée d'entreprises congolaises se sont rendues à Mining Indaba, et la Fédération des entreprises du Congo (FEC) était bien présente, avec notamment son vice-président en charge des mines, Simon Tuma Waku, le chef de son antenne au Katanga, Eric Monga Mumba, et le vice-président de la Chambre des mines, John Kanyoni.

La ZCCM-IH moins Pius Kasolo

La ZCCM-IH, «homologue» de la Gécamines en Zambie, n'était pas emmenée par celui qui la représentait depuis octobre 2014, Pius Kasolo. Ce dernier ayant été évincé de son poste de PDG de la ZCCM-IH à peine quelques jours avant le début de Mining Indaba, le 1er février. Si le communiqué de la société publique zambienne évoque simplement sa «séparation» avec Pius Kasolo, «parti à la retraite» de ce poste, et qu'elle le remercie pour sa «précieuse contribution durant son mandat», le ministre des Mines de Lusaka, Richard Musukwa, a quant à lui bien parlé d'un licenciement. Lors d'une réunion publique, le ministre a ainsi précisé que, n'ayant pas respecté des instructions du président Edgar Lungu quant au nouveau régime fiscal s'appliquant aux sociétés minières, Pius Kasolo a été remercié. Mabvuto Chipata, jusque-là directeur financier de la ZCCM-IH, a été désigné PDG par intérim.

Deziwa, production pour bientôt ?

Croisés à Mining Indaba, les représentants de la Société des mines de Deziwa (Somidez), qui développe la mine de cuivre et cobalt éponyme à proximité de Kolwezi, ont affirmé que la production commerciale y démarrera en janvier 2020. Avant cela, six mois de mise en route du projet (ou commissioning en anglais) seront nécessaires. La mine de Deziwa est opérée par une joint-venture montée en 2016 entre la Gécamines et le groupe chinois China Non-Ferrous Metal Mining (Group) Co. En avril 2018, un investissement de 880 millions de dollars avait été annoncé pour accélérer le développement du site, où les prévisions indiquent une production de 80 000 tonnes annuelles de cuivre et jusqu'à 8 000 de cobalt.

Flou sur les lois et les décrets

Tout au long de la conférence, avocats, auditeurs et comptables travaillant dans le secteur minier en RDC ont souligné le flou qui demeure quant aux modalités d'application de plusieurs mesures inscrites dans les lois et règlements adoptés ces derniers temps dans le pays. Ainsi, des précisions manquent sur le mode de calcul de la taxe sur les superprofits des compagnies minières, et ce alors que la date d'arrêt des états financiers annuels des entreprises de la zone OHADA, dont fait partie la RDC, est fixée à la fin avril. Les sociétés minières, qui même quand elles sont étrangères, ont une entité enregistrée localement, sont toutes concernées par l'échéance, qui approche à grands pas. Certains experts aimeraient aussi en savoir plus sur la disposition qui impose que 10 % de l'actionnariat d'une mine soit réservé à des nationaux congolais. Tous espèrent que des mécanismes seront prévus pour s'assurer que cette règle permettra véritablement le développement d'une classe moyenne en RDC et non qu'elle accroîtra encore les revenus d'individus déjà très aisés. À l'inverse, lors du petit-déjeuner annuel de la RDC, Eric Monga Mumba, président de la FEC au Katanga et directeur général de Kipay, société développant des centrales électriques, s'est réjoui que plusieurs décrets précisant le cadre réglementant son secteur d'activité aient enfin été adoptés fin 2018.

Foultitude de conférences minières annoncées

Lors de Mining Indaba, Mining & Business a appris que de multiples conférences en lien avec le secteur minier se tiendront au cours de l'année 2019 en RDC. En mars, la coopération allemande — avec son agence GIZ et son bureau de recherche géologique BGR en tête — organisera à Kolwezi une rencontre sur le cobalt. Lors de cet événement, entreprises, institutions publiques comme internationales, mais aussi organisations de la société civile seront invitées à identifier comment promouvoir une production tout autant qu'un usage responsable et transparent du minerai. C'est en mars également que la société Synergy DRC célébrera la «femme active», notamment dans ce secteur d'activité essentiel à la RDC que sont les mines. L'atelier se tiendra dans quatre villes : à Kinshasa pour la journée internationale de la femme le 8 mars, à Lubumbashi le 16, à Kolwezi le 23 et enfin à Goma le 30. Du 11 au 13 avril, le patron de Kipay, Eric Monga Mumba, prévoit la tenue d'une conférence sur l'électricité en RDC, enjeu majeur en vue d'assurer le développement de projets miniers dans le pays. Enfin, du 19 au 21 juin aura lieu la nouvelle édition de la DRC Mining Week, qui réunit chaque année à Lubumbashi les protagonistes du secteur minier.

Un petit-déjeuner pour faire le bilan un an après



Introduit par les mots suivants « on sera extrêmement courts, il y a moins d'affluence que l'année dernière », le petit-déjeuner annuel de la RDC à Mining Indaba a donné le ton d'entrée de jeu : le secteur minier congolais intéresse toujours, mais ses acteurs sont pour l'instant dans l'expectative. Ils attendent en effet de connaître la stratégie minière du futur gouvernement, de voir comment va évoluer le prix du cobalt — nettement moins stratosphérique en février 2019 qu'un an plus tôt —, et de comprendre les conséquences concrètes des dispositions du nouveau code sur leur activité avant de se positionner sur des investissements de long terme dans le pays. L'atmosphère était ainsi beaucoup moins électrique que lors du même événement l'année passée.

Même Mark Bristow, PDG du nouveau géant mondial de l'or Barrick, qui a fusionné début 2019 avec Randgold Resources, semblait moins remonté qu'en 2018 contre la nouvelle législation. Si, la veille, lors d'un panel où il avait discuté du code avec Joseph Ikoli, secrétaire général aux mines, Mark Bristow avait fortement critiqué le texte, il a lors du petit-déjeuner principalement évoqué les succès de la mine d'or de Kibali, rappelant de temps à autre la nécessité d'un cadre réglementaire permettant de conserver en RDC les investisseurs qui sont déjà présents dans le pays.

Louis Watum, à la tête d'Ivanhoe Mines, qui développe le gisement de cuivre de Kamoia-Kakula, fut peut-être un peu plus disruptif, affirmant qu'il ne faut pas se tromper de débat quand on parle de l'industrie minière. Celle-ci n'est qu'un accélérateur de la bonne marche de l'économie, mais le vrai moteur, qui peut faire tout réussir comme tout capoter est la gouvernance. C'est ainsi elle qui doit être dans le viseur, et non les sociétés minières.

Il faut croire que les deux hommes n'avaient été qu'à moitié convaincus par le discours de Joseph Ikoli, secrétaire général aux mines, qui les avait précédés à la tribune. Lors de son intervention, Joseph Ikoli a tout d'abord rappelé l'objectif de cette réforme législative : faire du secteur minier un partenariat gagnant-gagnant pour l'Etat congolais, ses citoyens et les sociétés opératrices, alors que le texte de 2002 était uniquement incitatif pour les investisseurs étrangers. Il a ensuite énuméré les réalisations du gouvernement en 2018 : réviser le code, mais aussi définir les minerais stratégiques du pays et actualiser la politique minière de RDC en y introduisant les principes de la vision minière de l'Union africaine ainsi que des mécanismes de transparence et de bonne gouvernance. Le secrétaire général aux mines a également listé l'élaboration de stratégies sur le secteur artisanal et contre le travail des enfants dans les mines, ou encore la création d'un service géologique national comme actions des autorités congolaises l'an dernier. Pour démontrer la volonté de dialogue de l'Etat, Joseph Ikoli a affirmé qu'un atelier national sur la fiscalité minière, objet de fortes tensions entre les opérateurs et l'Etat, se tiendra prochainement.

Vice-président de la FEC en charge des mines, Simon Tuma Waku a conclu le petit-déjeuner en assurant que, malgré une année 2018 tendue et complexe, le secteur minier congolais s'est plutôt bien porté, puisque la production de ses trois minerais phares a augmenté. Ainsi, la production de cuivre est passée d'1,09 million de tonnes en 2017 à 1,23 million en 2018, celle d'or de 23 270 tonnes à 28 539 sur la même période, quand l'élévation du cobalt a été exponentielle, de 64 000 tonnes à 106 000. Simon Tuma Waku a toutefois mis en garde contre une surproduction du cobalt par rapport à la capacité d'absorption du marché, ce qui pourrait faire chuter encore son prix.

Batteries et traçabilité

La RDC fut certes moins au cœur des débats qu'en 2018, mais les questions essentielles pour le secteur minier congolais ont néanmoins animé les discussions cette année. Les panels ont largement évoqué les battery metals. Ces métaux, parmi lesquels le cobalt et le lithium dont la RDC regorge, sont des composants des batteries électriques, piliers de la transition énergétique. Des explorateurs et producteurs d'or se sont même interrogés au premier jour de Mining Indaba sur le fait que la croissance exponentielle des investissements dans les « battery metals » et dans le cannabis (L'auteur confirme ?) complique la recherche de financements pour les projets aurifères ! Si les ressources de la RDC en « battery metals » a été largement discutée, l'une des sessions de la conférence évoquait cependant la place de la Zambie comme pourvoyeur africain majeur de battery metals sur le marché mondial en parallèle de la seule RDC. A notamment été abordée la nécessité de produire ces métaux, le cobalt surtout, de manière éthique et responsable en RDC. Lors de son intervention, Giles Smith, directeur commercial d'ERG Africa, le groupe kazakh qui exploite Boss, Frontier et Comide, donne de plus en plus d'importance à ces questions, et vient de lancer des projets de traçabilité utilisant une plateforme développée par IBM sur son nouveau projet phare, Metalkol, situé à proximité de Kolwezi.

Cyril Ramaphosa fait l'unanimité

Un moment a semblé réunir tous les participants : le discours du président sud-africain Cyril Ramaphosa sur la scène de la conférence minière le 5 février. Lors de son allocution, le chef de l'Etat a listé ses dix commandements pour un développement positif et durable du secteur minier en Afrique (10 commandements d'ailleurs repris dès le lendemain matin par Joseph Ikoli lors du petit-déjeuner RDC) : inclure toutes les parties prenantes du secteur dans sa croissance ; travailler en partenariat avec les gouvernements locaux ; investir dans les conditions de vie des employés des mines ; dans leur santé et leur sécurité ; dans l'éducation ; dans la formation ; et dans la transformation des minerais bruts sur le continent lui-même ; mais aussi donner des opportunités aux femmes ; comme aux enfants ; enfin intégrer des locaux à l'actionnariat des entreprises.

Cette offensive de séduction envers le secteur minier de la part du Président de la République qui rappelons-le, connaît bien le secteur pour y avoir exercé de nombreuses années et y avoir gagné beaucoup d'argent, n'était pas un hasard de calendrier. En effet, en plus des échéances électorales à venir, la baisse substantielle de l'activité minière sur 2018 en Afrique du Sud inquiète sérieusement les autorités. Les investisseurs étant pour leur part refroidis à l'idée de voir le pouvoir pondre une réforme minière dans la veine de la réforme des terres agricoles. Le Président Ramaphosa n'a d'ailleurs pas oublié de les rassurer sur ce point en leur précisant qu'aucun projet de ce type n'est sur la table.



A lean Congolese delegation

Things never remain the same.

Last year, the DRC was front and centre in all discussions and at the heart of controversy at Indaba Mining.

Albert Yuma, Gecamines Manager, started the fight against foreign mining companies from day one of the event by announcing, in a lengthy speech, Gecamines intention to audit its joint-venture agreements.

Further, Gecamines, the Ministry of Mines as well as Lualaba invested, each, in an exhibition stand at the Cape Conference Centre in order to highlight the DRC resources and investment opportunities.

This year, as Mining Indaba took place before the appointment of the government of the new President Félix Tshisekedi (who required a few days before the start of the forum that all public spending should be limited to staff-related expenses), the country's delegation to the conference was quite lean. The team was led by Ministry of Mines Permanent Secretary, Joseph Ikoli, flanked with several of his deputies and collaborators. The Ministry did have a stand, but it was located way at the back of the conference centre. Gecamines on the other hand had no official representation, although many of its senior officers attended the event for other activities.

Although government officials were few in attendance, a healthy set of Congolese companies attended Mining Indaba. The DRC chamber of commerce (FEC) was in attendance, being represented by its mining vice-president, Simon Tuma Waku, and the Head of its Katanga Branch Office, Eric Monga Mumba, as well as the President of the Mining Chamber, John Kanyoni.

ZCCM-IH bar Pius Kasolo

ZCCM-IH, Zambia's Gecamines "counterpart", was not led by the person who has been representing the company since October 2014, namely Pius Kasolo. He was removed from his position as ZCCM-IH CEO on 1 February, only a few days before the start of Mining Indaba. Although the statement issued by the Zambian state-owned company simply mentioned a "separation" with Pius Kasolo, who "retired" from the position, and that the company thanked him for his "precious contribution during his tenure", the Minister of Mines from Lusaka rather informed he was dismissed. During a public meeting, the Minister indicated that having failed to comply with the instructions from president Edgar Lungu on the new tax regime applicable to mining companies, Pius Kasolo had to be dismissed. Mabvuto Chipata, who was ZCCM-IH Chief Financial Officer, was appointed acting CEO of the company.

Is production to start soon at Deziwa?

Representatives of the Deziwa Mining Company (Somidez) confirmed that commercial production would commence in January 2020. Somidez has developed an eponymous copper and cobalt mine not far from Kolwezi. Before production starts, it will take six months of commissioning. The Deziwa mine is operated under joint venture concluded in 2017 between Gecamines and China Non-Ferrous Metal Mining (Group) Co. In April 2018, an investment of 800 million dollars was announced in order to boost the development of the site with production forecasts of 80,000 tonnes of copper and up to 8,000 tonnes of cobalt per year.

Blurry laws and decrees

Throughout the conference, lawyers, auditors and accountants working in the DRC mining sector underscored that the lack of clarity surrounding the implementation modalities of various measures included in the laws and regulations recently adopted by the country. For instance, there is no precision as to how the tax on super-profits generated by mining company should be calculated. Yet, the deadline for submission of annual financials of companies in the OHADA zone (of which DRC is a member) is set at end of April.

Mining companies, although being foreign entities, must have a company registered domestically, are all concerned by this fast approaching deadline. Certain experts also wanted to gain more clarity on the provision which stipulates that 10% of the shareholding of a mine should be reserved to Congolese nationals. All expressed hope that mechanisms will be put in place to ensure that this provision does benefit the creation of a middle class in the DRC and not help increase the fortunes of some individuals who are already rich.

Conversely, during the annual DRC focused breakfast, Eric Monga Mumba, chairperson of Katanga Chamber of Commerce (FEC) and Managing Director of Kipay, a company that builds power dams, was happy to announce that many decrees regulating his sector were passed at the end of 2018.

Several mining conferences scheduled for 2019

During Mining Indaba, Mining & Business learnt that various mining conferences on the mining sector would be held in 2019 in the DRC. In March, German Cooperation (with GIZ and its geological research bureau BGR) will organise a meeting on cobalt in Kolwezi. During this event, companies, public institutions, international institutions as well as civil society organisations will be invited to identify means and ways of promoting a responsible and transparent production of the mineral. Still in March, Synergy DRC company will organise an event on "Active Women", including women working in such a key sector as the mining industry.

The event will be held across four cities in the country: Kinshasa for Women's International Day on 8 March, in Lubumbashi on 16 March, in Kolwezi on 23 March and in Goma on 30 March. From 11 to 13 April, Kipay's manager, Eric Monga Mumba is planning a conference on electricity in the DRC. Power is so critical for the development of mining projects in the country. Finally, from 19 to 21 June, the DRC Mining Week, which brings together stakeholders of the mining sector in Lubumbashi every year, will be held.

A breakfast to sum it all up a year later

"We shall be extremely brief, as there is much less attendance than last year" were the opening remarks to the DRC annual breakfast at Indaba Mining. The tone was hence set from the outset i.e. the Congolese mining sector is still interesting, but its stakeholders still remain expectant. They are waiting to see what the mining strategy of the new government will be. They would further like to see how cobalt prices (much less stratospheric in February 2019 than a year ago) will behave and what would be the concrete impact of the provisions of the new Mining Code on their activity, before making long term investments in the country. As a result, the ambiance was less vibrant than last year.

Even Mark Bristow, CEO of Barrick, the new global gold giant which merged with Randgold Resources in early 2019, seemed less angry with the new legislation than he was in 2018. Although in a panel held the previous day, he conveyed his criticisms of Mining Code to Joseph Ikoli, Ministry of Mines Permanent Secretary; during the breakfast Mark mainly focused on the success of the Kibali gold mine, underscoring the need for the DRC to have a regulatory framework that retains in the country the investors already operating there.

Louis Watum, Manager of Ivanhoe Mines, a company that is developing the Kamo-Kakula copper mine, was a bit more disruptive. He stated "we should not miss the point when it comes to the mining industry. This industry merely boosts the proper functioning of the economy. But governance is the real engine that can make or break everything. That is why governance should be the focal point, not mining companies".

It should be noted that Mark and Louis were not really convinced by Joseph Ikoli's speech, who took the floor before them. In his speech, Joseph Ikoli first and foremost highlighted the aim of the amended Code, namely to turn the mining sector into a win-win partnership for the Congolese State, the Congolese people and the mining companies, as opposed to the 2002 Code which solely aimed to attract foreign investors. He then outlined what the government achieved in 2018: amend the Code, define the country's strategic minerals and update the country's mining policy by factoring in it the AU African Mining Vision as well as transparency and good governance mechanisms. Still as part of government's achievements in 2018, Permanent Secretary Ikoli mentioned the development of strategies pertaining to

the artisanal sector and against child labour in mines, as well as the creation of a national geological service.

As a testament to the State's readiness to dialogue, Joseph Ikoli announced that a national workshop on mining taxation (which has been the cause of tensions between the operators and the State) will be held shortly.

Simon Tuma Waku, Vice President in charge of Mines at the DRC Chamber of Commerce, wrapped up the breakfast by giving assurance that despite a tense and complex 2018, the Congolese mining sector behaved well, more-so as the production of the country's three key minerals increased. Copper production increased from 1.09 million tonnes in 2017 to 1.23 million tonnes in 2018. Gold production soared to 28,539 tonnes from 23,270 tonnes over the same period. Cobalt registered an exponential growth from 64,000 tonnes to 106,000 tonnes over the same period. Simon Tuma Waku however warned against an **exponential** action of cobalt compared to the market absorption capacity, which could result once again in a price crash.

BATTERIES AND TRACEABILITY

Although the DRC was less central to the debates than in 2018, key issues related to the Congolese mining industry still remained front and centre. Battery metals were the meaty part of panels' discussions. These metals, including cobalt and lithium which abound in the DRC, are key components of electrical batteries, which are central to the energy transition. Gold explorers and producers even complained, on the first day of Mining Indaba, that the exponential growth of investments in battery metals and in cannabis (Please fact-check with the author) is complicating financing for gold projects! While emphasis was put on DRC battery metals resources, one panel of the conference however shifted that focus to Zambia's role as a major battery metals supplier on the global market, alongside the DRC. The need to produce these metals (especially cobalt) ethically and responsibly in the DRC was also thrashed out. In his speech, Giles Smith, Commercial Manager of ERG Africa, the Kazakh group which runs Boss, Frontier and Comide; has given an increasing importance to these issues. ERG just launched **traceability** projects using a platform developed by IBM on Metakol, their new project located close to Kolwezi.

CYRIL RAMAPHOSA GARNERS UNANIMOUS SUPPORT

South-African President Cyril Ramaphosa's speech at Indaba Mining on 5 February brought all participants to agree, it seems. Ramaphosa outlined his 10 Value Creating Principles for a positive and sustainable development of the African mining sector. These 10 principles were echoed the following day by Joseph Ikoli during the DRC break-fast: companies should foster inclusive growth in the areas where they operate; companies should partner with local governments to improve infrastructure, such as water and roads, in the areas where they operate; companies need to see investment in the living conditions of their workers as more than a regulatory obligation; companies should invest in education and training; companies should partner with training colleges, contributing to the development of curricula and providing work experience for students; companies should embrace beneficiation; companies need to pay more attention to, and invest more in, the health and safety of workers; companies need to provide internships and job experience opportunities for young people – as well as provide business opportunities for SMEs; companies must prioritise the development of young women, through proactive hiring policies, prioritised training, promotion and mentorship; and companies must have the courage to include their workers in the shareholding of the companies

South Africa's President seduction approach targeting the mining sector was not by mere happenstance. The fact is, Ramaphosa knows the mining sector very well as he operated in it for years and made a fortune from it. With the elections looming closer, the drastic slowdown in the mining sector in 2018 in South Africa is of concern to South African authorities. Investors are now quite shy as they fear that the government could come up with a mining reform along the same lines as the arable land reform. **At** President Ramaphosa made it a point to reassure them by stressing that no such reform was in the pipeline.

AGRItech

EXPO
ZAMBIA

GROWING KNOWLEDGE FOR
FUTURE FARMERS

11 – 13 April 2019

GART Research Centre, Chisamba, Zambia

Presented by



www.agritech-expo.com

14 – 16 May 2019, CTICC, Cape Town, South Africa

THE CONFERENCE AT AFRICAN UTILITY WEEK AND POWERGEN AFRICA

Power and water infrastructure projects can take a significant investment in time to implement; African Utility Week and POWERGEN Africa is here to support you and your team through each step and phase. Whether you are seeking investment, sourcing new technology or looking to reduce your technical and non-technical losses, the objectives of the keynote plenary sessions, 5 core breakaway tracks and co-located events are to connect you with expert speakers and specialist information so you can advance your business.

5 TRACKS COVERING THE FULL VALUE CHAIN

The programme for 2019 follows the industry trend of connecting the full value chain, so content is not siloed by industry and reflects the many disciplines required for a modern, smart power industry.



The **Future Cities** conference will look at Africa's current urban living challenges and ask what is needed for the cities of tomorrow and who will be leading the way.



Learn about the finance and investment trends and forecasts for Africa's power infrastructure in the **Power Strategy Development** conference, tailored to utilities and companies with an interest in finance and investment as well as generation options.



The **Smart Energy** conference will combine metering-based topics with the latest smart grid solutions to equip sector leaders and innovators.



Energy Revolution Africa provides a dynamic meeting place for solution providers, consultants, renewable energy producers and African and global energy minds to develop alternative solutions towards the acceleration of Africa's sustainable electrification.



The **Water** conference will bring together experts from public and private sectors to support municipalities as they become more responsive and efficient in their practices.



Register for your conference pass.
Contact Gary Meyer today
gary.meyer@spintelligent.com
+27 21 001 3808

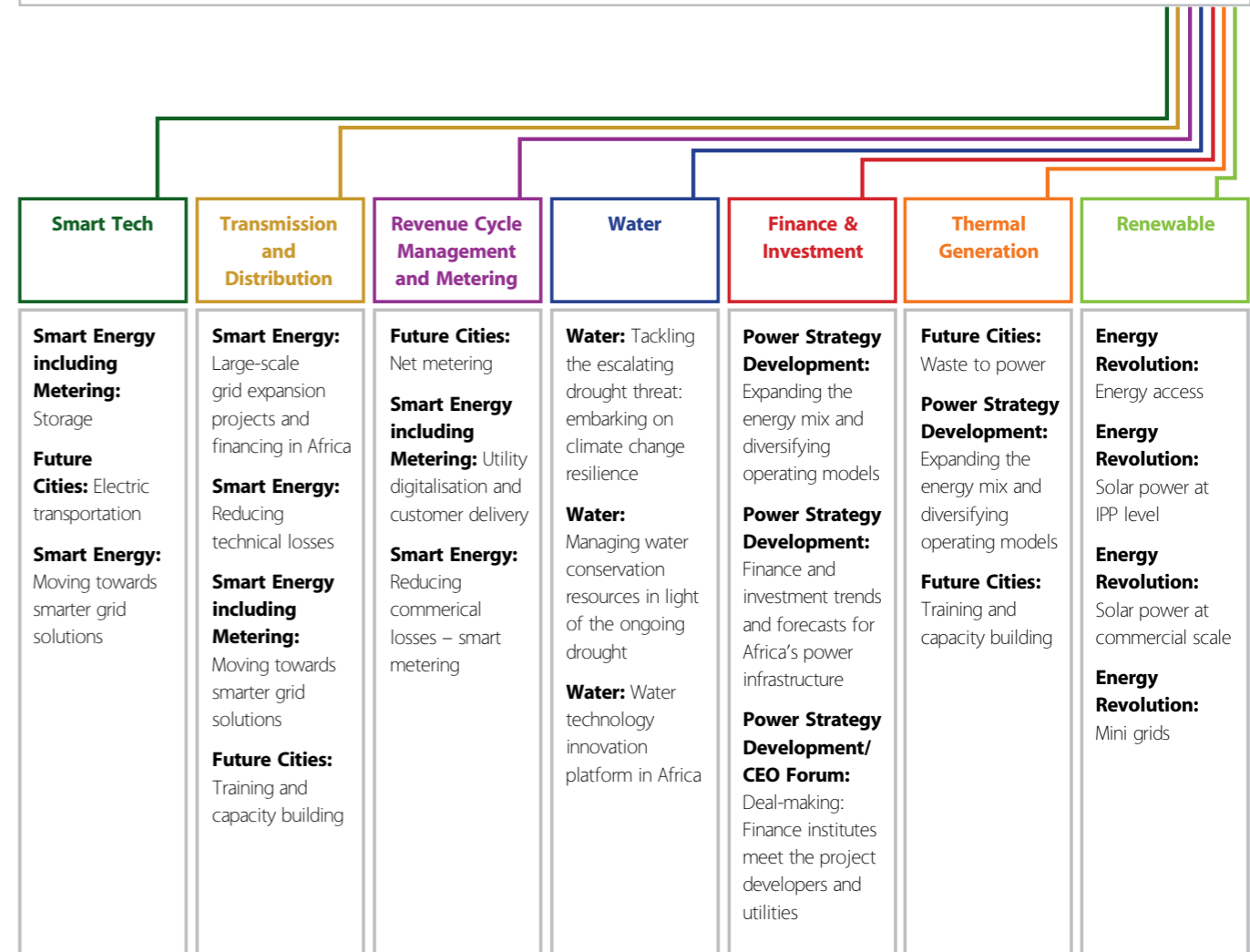


Download the full programme online at www.african-utility-week.com

PICK A COLOUR (INTEREST)

FOLLOW A TRACK BASED ON YOUR INTEREST

Each programme track is marked with a different colour based on industry interests. If you go to the African Utility Week or POWERGEN Africa websites you can click on the specific colour to be shown the tailored programme based on one of the interests below.



See the full proposed programme online by clicking on the colours.
www.african-utility-week.com

SELECTED CONFIRMED SPEAKERS – WATCH THIS SPACE!



Prof. Anton Eberhardt
Professor, Management Programme in Infrastructure, Reform and Regulation, Graduate School of Business, UCT, South Africa



Geoffrey Bakka
Secretariat, GET FIT, Uganda



Dr. Paul Yilla
Guest Research Scholar (Water Programme), International Institute for Applied Systems Analysis, Austria



Riccardo Ridolfi
Board Member, Umeme / Founder, Equatorial Power, Uganda



Badru Kiggundu
Chairperson: Projects Steering Committee (PSC), UEGCL, Uganda



Vive les femmes. En 2019 plus de féminité dans ce monde de brutes.
Long live women. In 2019 more femininity in this world

Balance commerciale entre l'Afrique et la Chine : ça se creuse !



Fin novembre 2018, la balance commerciale avec la Chine affiche un déficit de 5 milliards \$ au détriment de l'Afrique, pour une valeur d'échanges commerciaux de 186 milliards \$ fin du novembre 2018, annonce l'Agence Ecofin. Chiffres fournis par l'administration chinoise en charge des douanes.

En attendant la publication des données définitives de 2018, et au regard des pourcentages moyens de progression sur la période, il n'est pas exclu que le cap des 200 milliards \$ soit franchi.

L'Afrique du Sud demeure le premier partenaire commercial de la deuxième puissance économique du monde, tant sur les volumes globaux qu'au plan des importations et des exportations. Les autres marchés importants de la Chine en Afrique sont le Nigéria et l'Égypte, qui ont consommé chacun pour plus de 10 milliards \$ de produits chinois.

Même si le pays de Xi Jinping se défend de ne pas être en relation avec les pays africains pour leur matières

premières, on peut bien noter que la particularité du top 5 de ses fournisseurs sur le continent est qu'ils sont tous de gros exportateurs de ressources naturelles.

L'Angola, deuxième exportateur africain vers la Chine, vend essentiellement du pétrole, tout comme la République du Congo, qui vient en troisième position. Respectivement quatrième et cinquième, la République Démocratique du Congo et la Zambie sont de gros producteurs de cuivre. En plus de cela, la RDC est aussi en possession d'importantes réserves de cobalt et de lithium, ressources indispensables à une économie du futur basée sur le tout électrique et qui évolue rapidement en Chine.

Au final, malgré une hausse des importations chinoises à 90,5 milliards \$, l'Afrique reste perdante dans ses relations commerciales avec son nouveau partenaire de choix. Au terme de la période sous-revue, le déficit au détriment du Continent noir était de 4,9 milliards \$. Mais ce chiffre global cache quelques disparités.

Sur les plus de 50 pays africains dont les données sont disponibles, seulement une douzaine s'en sortent avec une situation excédentaire dans leurs relations commerciales avec la Chine. Le premier est l'Angola, qui affiche un excédent de 21,5 milliards \$ avec Pékin. Elle est suivie de l'Afrique du sud (10,3 milliards \$) et de la République du Congo (5,6 milliards \$).

Source Ecofin
<https://www.agenceecofin.com/commerce/1601-63252-fin-novembre-2018-les-echanges-commerciaux-avec-la-chine-se-soldent-par-un-deficit-de-5-milliards-au-detriment-de-l-afrique>

« AU FINAL, MALGRÉ UNE HAUSSE DES IMPORTATIONS CHINOISES À 90,5 MILLIARDS \$, L'AFRIQUE RESTE PERDANTE DANS SES RELATIONS COMMERCIALES AVEC SON NOUVEAU PARTENAIRE DE CHOIX. »

Africa-China balance of trade gap is still widening

The Africa-China balance of trade showed a 5 billion dollar deficit over Africa against commercial transactions worth 186 billion dollars as at end of November 2018, reported Ecofin Agency. These figures were provided by China's customs authority.

By the time final figures for 2018 are released and given the average growth rate over the same period, this deficit will most likely outpace the 200 billion dollar mark.

South Africa still tops the list of the world's second largest economy partners in Africa, both in terms of global volumes and in terms of exports and imports. China's other major markets in Africa comprise Nigeria and Egypt that have, each, consumed more than 10 billion dollars worth of Chinese products.

Although Xi Jinping's China denies that its relationship with Africa only targets African countries' commodities, it is quite revealing that

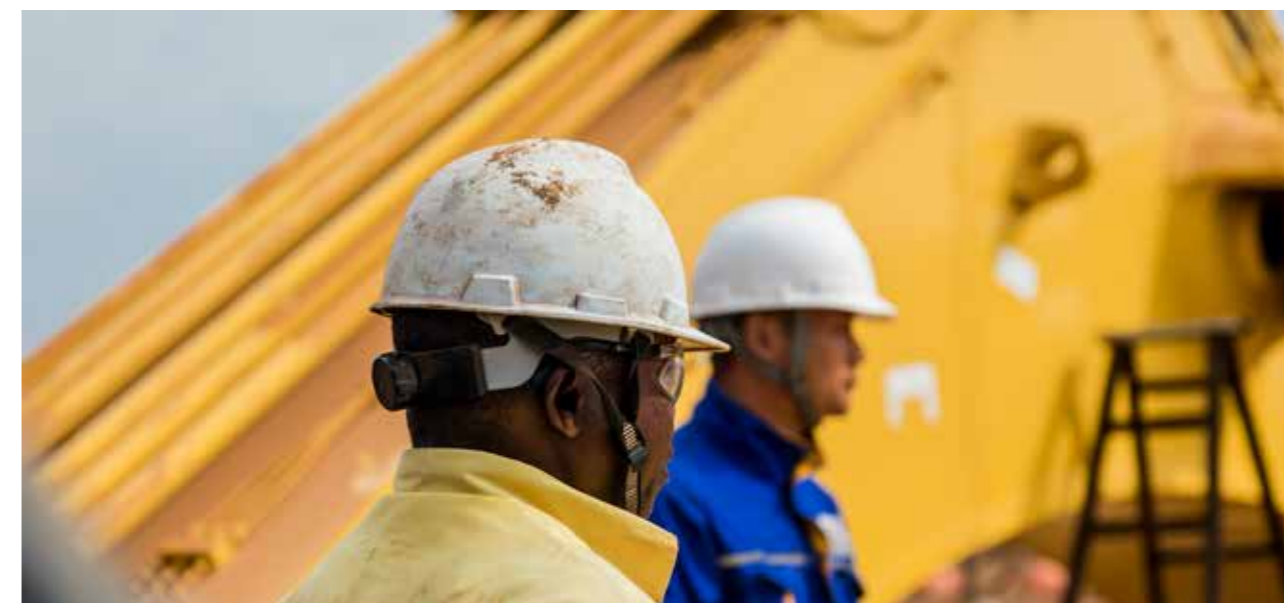
the top five nations China trades with on the continent are incidentally the largest exporters of natural resources. Angola, which is Africa's second largest exporter to China, mainly sells oil. So does the Republic of Congo, the third largest exporter to China. Then follow the Democratic Republic of Congo (DRC) and Zambia, respectively as China's fourth and fifth exporters. The latter two countries are also large producers of copper. In addition to copper, the DRC also possesses huge reserves of cobalt and lithium, two minerals that are critical to the all-electric economy of the future, an economy that is rapidly growing in China.

The bottom line is, despite China's increased imports from the continent currently worth 90.5 billion dollars, Africa is still losing in its business transactions with its new choice partner. The deficit against Africa stood at 4.9 billion dollars as at the end of the period under review. However, this aggregate figure hides some discrepancies.

Out of the 50 African countries with available data, only about twelve generate a surplus from their business transactions with China. The first country is Angola with a 21.5 billion dollar surplus against Beijing. The second is South Africa (with 10.3 billion dollar surplus) while the Republic of Congo ranks third (with a 5.6 billion dollar surplus).

Source : Ecofin
<https://www.agenceecofin.com/commerce/1601-63252-fin-novembre-2018-les-echanges-commerciaux-avec-la-chine-se-soldent-par-un-deficit-de-5-milliards-au-detriment-de-l-afrique>

“THE BOTTOM LINE IS, DESPITE CHINA'S INCREASED IMPORTS FROM THE CONTINENT CURRENTLY WORTH 90.5 BILLION DOLLARS, AFRICA IS STILL LOSING IN ITS BUSINESS TRANSACTIONS WITH ITS NEW CHOICE PARTNER.”



Agritech Expo Zambia fête ses 6 ans à Chisamba en avril !

Des nouvelles fonctionnalités, plus de pavillons pays, plus de formations gratuites



“Agritech Expo Zambia 2019 promet d’autres avancées en matière de technologie et d’innovation agricoles alors que l’événement continue de dévoiler l’avenir de notre agriculture”, déclare M. Jervis Zimba, président de la Zambia National Farmers’ Union (ZNFU), les propriétaires de l’événement qui revient à Chisamba du 11 au 13 avril 2019.

L’histoire à succès d’Agritech Expo Zambia, la plus grande vitrine agricole du pays, est une grande source de fierté pour la ZNFU. L’an dernier, l’événement a de nouveau comporté plusieurs pavillons internationaux et une participation VIP à laquelle ont participé trois ministres et le président zambien Edgar Lungu qui a visité l’événement pour la quatrième année d’affilée. M. Zimba affirme que l’énorme

succès de l’Agritech Expo de l’année dernière face aux nombreux défis, y compris la crise économique et les épidémies de choléra et de fièvre aphteuse dans la région, “a montré que les organisateurs, les partenaires locaux et le gouvernement parviennent toujours à travailler ensemble et vers l’excellence et à livrer année après année un produit exceptionnel qui s’est révélé être précieux et même indispensable aux agriculteurs régionaux, à tous les niveaux et aux exploitants et sponsors”.

Cette année, l’événement au GART devrait attirer plus de 20 000 visiteurs, plus de 220 exposants locaux et internationaux, y compris des pavillons internationaux d’Allemagne, d’Italie, du Royaume-Uni et du Zimbabwe pour n’en citer que quelques-uns, avec 3500 VIP et agriculteurs à grande échelle et 150 représentants des médias. Agritech

Expo Zambia est gratuit pour tous les visiteurs qui s’inscrivent à l’avance.

Agritech Expo Zambia 2019:
Farmers Preview Day
Thursday 11 April 2019
09:00 - 17:00
Open to all agricultural professionals
Friday 12 April 2019 | 09:00 - 17:00
Saturday 13 April 2019 | 09:00 - 15:00

Location: Gart Research Centre,
Chisamba, Zambia

Website: <http://www.agritech-expo.com>
Twitter: https://twitter.com/Agritech_Expo
Facebook: <https://www.facebook.com/agritechexpo2019/>
LinkedIn: <https://www.linkedin.com/groups/7477169>

Agritech Expo Zambia celebrates 6th birthday in Chisamba in April!

New features, more country pavilions, more free training

“Agritech Expo Zambia 2019 promises more agro technology and innovation advancements as the event continues to unveil the future for our agriculture” says Mr Jervis Zimba, President of the Zambia National Farmers’ Union (ZNFU), the owners of the event that returns to Chisamba from 11-13 April 2019.

The success story as the largest agricultural showcase that is Agritech Expo Zambia is a great source of pride for the ZNFU. Last year the event featured several international pavilions again and a VIP attendance that included three cabinet ministers and the Zambian President Edgar Lungu who visited the event for the fourth year in a row. Mr Zimba says the huge success of

last year’s Agritech Expo in the face of numerous challenges, including the economic crunch and cholera and FMD outbreaks in the area, “showed that the organisers, the local partners and the government always manage to work together and towards excellence and year after year deliver an outstanding product that has proven to be valuable and indeed unmissable for regional farmers of all scales, exhibitors and sponsors alike.”

This year the event at GART is expected to bring more than 20 000 visitors, over 220 local and international exhibitors, including international pavilions from Germany, Italy, UK and Zimbabwe to name a few, with 3500 VIP and large scale farmers and 150 members of the media. Agritech Expo Zambia is free to attend for all visitors that pre-register.

Agritech Expo Zambia 2019:
Farmers Preview Day
Thursday 11 April 2019
09:00 - 17:00
Open to all agricultural professionals
Friday 12 April 2019 | 09:00 - 17:00
Saturday 13 April 2019
09:00 - 15:00

Location: Gart Research Centre,
Chisamba, Zambia

Website: <http://www.agritech-expo.com>
Twitter: https://twitter.com/Agritech_Expo
Facebook: <https://www.facebook.com/agritechexpo2019/>
LinkedIn: <https://www.linkedin.com/groups/7477169>



Nouvelle Ligne

KINSHASA - DOUALA - COTONOU

Soucieux de répondre aux besoins de sa clientèle, Congo Airways a lancé sa nouvelle ligne vers l'internationale, **Kinshasa - Douala - Cotonou aller-retour**. Le léopard volant va non seulement à la conquête de la capitale économique et plus grande ville du Bénin (Cotonou), mais également à Douala capitale économique du Cameroun et ville portuaire, principale centre d'affaires et la plus grande ville du pays. Ces vols sont effectués une fois la semaine, au départ de Kinshasa, chaque jeudi.

Kinshasa-Douala est un vol direct de **1H50 minutes** et Douala-Cotonou est un vol de **1H35 minutes**.

Congo Airways vous offre une franchise bagages de 50 +10 en classe économique et 60+10 en classe business.

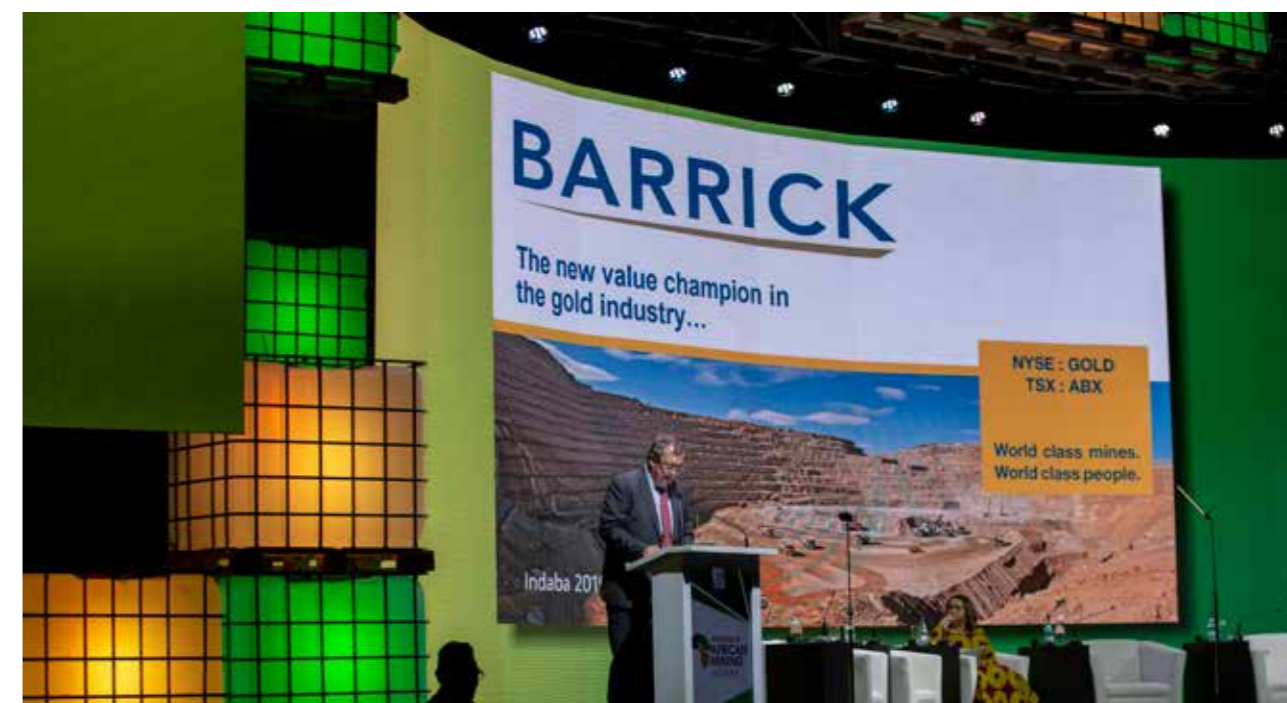
Vous pouvez réserver ou encore acheter votre billet à partir de notre site :

www.congoairways.com. Pour tout autre renseignement, contactez-nous au **+243 996 010 660** ou au **+243 815 555 869**.

Voyager à bord de Congo Airways est toujours un plaisir !



Le nouveau maître de l'empire Barrick Gold, Marc Bristow, contre attaque !



La société Randgold Resources, qui fait maintenant partie du groupe Barrick Gold, a déclaré à Indaba une augmentation de 35 % de son dividende à 2,69 \$ l'action. Performance soutenue par une production record de 807 000 oz d'or à la mine Kibali, en République démocratique du Congo, et un débit record à la mine Loulo-Goukoto, au Mali.

Barrick a simultanément annoncé une augmentation de 33 % du dividende annuel sur la production annuelle d'or de 4,53 millions d'onces d'or à des coûts totaux de maintien (AISC) de 806 \$/oz. La production annuelle de cuivre de Barrick s'est élevée à 383 millions de livres à AISC, soit 2,82 \$/lb.

D'après Bristow, Barrick a la capacité de croître grâce à son vaste portefeuille d'exploration et à sa capacité géologique, au potentiel d'élargissement des

infrastructures sous-utilisées dans ses opérations existantes et à de nouveaux projets destinés à devenir des mines de niveau 1. Le niveau 1 étant le statut recherché pour les actifs de la nouvelle entité issue du regroupement.

Il prévoit également que la production 2019 de Barrick (incluant les réserves et les ressources de Randgold nouvellement acquises) se situera entre 5,1 et 5,6 millions d'onces pour une production de cuivre située entre 375 et 430 millions de livres.

Les principaux actifs africains - Loulo-Goukoto et Kibali - et argentins - Valadero - font également l'objet d'une réduction de niveau 1 avec une marge disponible, mais ils maintiendraient la qualité de leurs réserves, semble-t-il. Bonnes nouvelles également du côté du Sénégal, où l'étude de faisabilité du projet Massawa est terminée, en Tanzanie, où les discussions avec le gouvernement sur l'impasse

concernant Acacia se poursuivent. Idem au Nevada, où les actifs combinés de Turquoise Ridge permettent de réaliser des gains d'efficacité, et où la récente découverte de Fourmile a été combinée à celle de Goldrush dans un seul projet de premier niveau potentiel.

Enfin, en République dominicaine, une étude préliminaire appuie l'expansion de ce qui est déjà une importante mine d'or à ciel ouvert.

Comme on pouvait s'y attendre, le géologue Bristow, qui a bâti Randgold Resources sur une stratégie de découverte et de mise en valeur, a remis l'accent sur l'exploration dans l'ensemble du portefeuille du groupe en Amérique latine.

As expected, Bristow, a geologist who built Randgold Resources on a strategy of discovery and valuation, said there was a renewed focus on exploration across the group's Latin American portfolio.

Barrick Gold empire new boss, Marc Bristow, stands his ground !

Randgold Resources company, which now forms part of Barrick Gold Group, announced a 35% increase of its per share dividend at Indaba, with a share now worth 2.69 \$. This increase is supported by a record production of 807,000 oz of gold from the Kibali gold mine in the Democratic Republic of Congo and a record rate at the Loulo-Gounkoto mine in Mali.

Barrick further reported a 33% increase in annual dividend on a full-year gold production of 4.53 million ounces at all-in sustaining costs (AISC) of 806 \$/oz. Besides, the company's full-year copper production was 383 million pounds at AISC of 2.82 \$/lb.

According to Bristow, "Barrick has a unique ability to grow three-dimensionally: through its large and high-quality exploration portfolio and geological capability; the brownfields extension potential at its existing operations; and new projects destined to become Tier One mines". Tier One status is sought after for the new company resulting from the merger.

Bristow also announced that Barrick's 2019 gold production (including reserves and newly acquired Randgold assets) will be in the range of 5.1 to 5.6 million ounces while copper production should be in the range of 375 to 430 million pounds.

The main African assets (Loulo-Gounkoto and Kibali) and Argentina assets (Valadero) should be driven back to Tier One status with disposable margin. It however seems these assets should be able to sustain the quality of their reserves.



Some good news also came from Senegal where the feasibility study on the Massawa project has been completed. In Tanzania, the company continued discussions with the government on the impasse regarding Acacia.

In Nevada, Turquoise Ridge assets, now being operated as a single complex, are already delivering efficiencies. Meanwhile, the Fourmile discovery has now been combined with the nearby Goldrush in a single project which has the potential to become Barrick's next Tier One gold mine.

In the Dominican Republic, a scoping study supports the expansion of what is already one of the world's largest open pit gold mines.

As expected, Bristow, a geologist who built Randgold Resources on a

strategy of discovery and valuation, said there was a renewed focus on exploration across the group's Latin American portfolio.

"BARRICK HAS A UNIQUE ABILITY TO GROW THREE-DimensionALLY: THROUGH ITS LARGE AND HIGH-QUALITY EXPLORATION PORTFOLIO AND GEOLOGICAL CAPABILITY; THE BROWNFIELDS EXTENSION POTENTIAL AT ITS EXISTING OPERATIONS; AND NEW PROJECTS DESTINED TO BECOME TIER ONE MINES"



HOSPITALITY SERVICES

FOOD SERVICES



CAMP DESIGN & CONSTRUCTION

LOCAL COMMUNITY DEVELOPMENT



At Sodexo, we believe that to create value, organizations and society as a whole must place people at the center of their thinking. We consider quality of life to be an essential factor in individual and collective performance, and improving quality of life is our business and our core mission

Every day we deliver more than 100 services, from food services, reception, maintenance and cleaning, to facilities and equipment management; from Meal Pass, Gift Pass and Mobility Pass, benefit for employees, to in-home assistance and concierge services. We are constantly developing our offer with new services that impact the quality of life of our 75 million consumers and improve the performance of our partners in 80 countries around the world

To learn more about Sodexo 'Quality of Life' visit : www.qualityoflifeobserver.com

Find out how we can improve your Quality of Life on : www.sodexo.com

Greg Perry
+243 (0) 814 343 953
greg.perry@sodexo.com



QUALITY OF LIFE SERVICES

2019 : quels enjeux fiscaux pour l'industrie minière?

2018 restera une année riche en événements pour le secteur minier : remontée des cours des matières premières, nouveau code minier, et loi sur la sous-traitance visant à favoriser les entreprises congolaises. Les critiques de l'industrie sur la fiscalité minière et la clause de stabilité contenue dans le nouveau code minier ne semblent pas avoir impacté la croissance du secteur avec une augmentation de la production de cuivre et de cobalt de 13 % et 44 % pour 2018. Quels sont les enjeux fiscaux de 2019 ?

AUGMENTATION DU COÛT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Le nouveau taux global des cotisations sociales dues à la CNSS (ancienne INSS) est de 18 % pour toute la RDC depuis le 1er janvier, alors qu'il était de 12,5 % pour les travailleurs actifs des projets miniers situés dans l'ancienne province du Katanga et de 8,5 % pour les autres provinces.

À cela s'ajoute la modification du barème progressif servant au calcul de l'IPR (impôt frappant les revenus des activités salariées) désormais réduit à 4 tranches :

- 0 % pour la tranche des revenus inférieurs à 1 944 000 FC,
- 15 % pour la tranche de revenus de 1 944 001 FC à 21.600.000FC,
- 30 % pour la tranche de revenus de 21 600 001 FC à 43 200 000 CF,
- 40 % pour la tranche des revenus supérieurs à 43 200 000 CF.

L'impôt total ne peut cependant pas excéder 30 % du revenu imposable.

HAUSSE DES REDEVANCES MINIÈRES

Fin 2018, le Premier Ministre désignait le cobalt, le germanium

et la colombo-tantalite comme substances minérales stratégiques soumises à une redevance minière de 10 %. La publication du décret au Journal Officiel (rendant effective son application) devrait être effective dans les prochaines semaines.

IMPÔT MINIMUM SUR LES SOCIÉTÉS

Pour la première fois, les sociétés minières en perte (en 2018) devront s'acquitter d'un impôt minimum sur les sociétés de 1 % de leur chiffre d'affaires (réalisé en 2018).

IMPÔT SPÉCIAL SUR LES SUPERPROFITS

C'est également au plus tard le 30 avril 2019 que les titulaires de droits miniers devront déclarer et s'acquitter du nouvel impôt de 50 % sur les bénéfices excédentaires réalisés en 2018 si les cours des minerais ont connu un accroissement supérieur à 25 % par rapport à ceux repris dans l'étude de faisabilité déposée lors de la demande du permis d'exploitation (ce qui est fort probable).

TAXES ENVIRONNEMENTALES

La récente soumission des miniers aux taxes environnementales liées aux effets nocifs de leurs installations classées 1A a donné lieu à de nombreuses discussions à défaut de nomenclatures adaptées. Cela devrait être corrigé en 2019 avec des tarifs dédiés au secteur minier.

CRÉDITS TVA

La loi de Finances 2019 a supprimé le mécanisme des achats locaux en franchise de TVA destiné aux miniers avant même qu'il ait pu être appliqué. La possibilité de payer les impôts directs et redevances en utilisant les crédits de TVA semble être

désormais octroyée à de nombreux miniers. Mais même si cela devrait leur permettre d'éponger une partie de ces crédits, une refonte profonde du mécanisme de remboursement de ces derniers est plus que jamais souhaitable. Peut-être en 2019 ?

Nos conseils se tiennent à votre disposition pour vous apporter toute assistance.

PricewaterhouseCoopers Tax & Legal

Emmanuel Le Bras

PricewaterhouseCoopers Tax & Legal

Partner - Francophone Africa Energy Leader

Pointe Noire | République du Congo

emmanuel.lebras@cg.pwc.com
+242 05 557 76 76

ELVIRE DENAMUR

PricewaterhouseCoopers Tax & Legal

Senior Manager

Lubumbashi | République Démocratique du Congo

denamur.elvire@cd.pwc.com
+243 999 309 902

SAMUEL CAZES

PricewaterhouseCoopers Tax & Legal

Senior Manager

Lubumbashi | République Démocratique du Congo

cazes.samuel@cd.pwc.com
+243 999 309 902



UN ACTEUR GLOBAL DE LA SUPPLY CHAIN

Transport Multimodal
Douane & Conformité Règlementaire
Logistique
Global Supply Chain
Projets Industriels

Pour tout contact:
sales.katanga@bollore.com
+243 993 283 098
www.bollore-logistics.com

Un réseau mondial intégré
105 pays, 601 agences, 21 000 professionnels

A brand of **BOLLORE**
TRANSPORT & LOGISTICS

2019 : What are the tax challenges for the mining industry?

2018 will remain a year rich in events for the mining sector: increase of commodity prices, new mining code, and law on outsourcing aimed at favouring Congolese companies. Industry criticisms of the mining taxation and the stability clause contained in the new mining code do not appear to have impacted the growth of the sector with an increase in copper and cobalt production of 13% and 44% respectively for 2018. What are the tax challenges of 2019?

INCREASE OF LABOUR COST

The new overall rate of social security contributions due to the CNSS (former INSS) is 18% for the whole DRC since 1 January, while it was 12.5% for active workers of mining projects located in the former province of Katanga and 8.5% for other provinces.

Added to this is the modification of the progressive scale used to calculate the IPR (tax on income from employed activities), now reduced to four tranches:

- 0% for the income bracket below FC 1,944,000,
- 15% for the income bracket of FC 1,944,001 to FC 21,600,000,
- 30% for the income bracket of FC 21,600,001 to FC 43,200,000,
- 40% for income bracket above.

The total tax cannot, however, exceed 30% of taxable income.

INCREASE IN MINING ROYALTIES

At the end of 2018, the Prime Minister has designated cobalt, germanium and colombo-tantalite as strategic mineral substances subject to a mining royalty of 10%. The publication of the decree in

the Official Journal (making its application effective) should be effective in the coming weeks.

MINIMUM CORPORATE TAX

For the first time, mining companies in loss (in 2018) will have to pay a minimum corporate tax of 1% of their turnover (achieved in 2018).

SPECIAL TAX ON SUPER PROFITS

It is also no later than April 30, 2019, that mining rights holders will have to declare and pay the new 50% excess profits tax for 2018 if ore prices have increased by more than 25% per annum compared to those included in the feasibility study filed when applying for the license to operate (strong possibility).

ENVIRONMENTAL TAXES

The recent submission of mining companies to environmental taxes related to the harmful effects of their facilities ranked 1A has given rise to many discussions in the absence of suitable nomenclatures. This should be corrected in 2019 with tariffs dedicated to the mining sector.

VAT CREDITS

The 2019 Finance Act has abolished the mechanism of local purchases free of VAT for mining even before it has ever been applied. The possibility of paying direct taxes and royalties using VAT credits now seems to be granted to many miners. But even if this should allow them to absorb some of these credits, a deep reform of the mechanism of the refund of VAT credits is more than ever desirable. Maybe in 2019?

We are available to assist you.
PricewaterhouseCoopers Tax & Legal
Emmanuel Le Bras
PricewaterhouseCoopers Tax & Legal
Partner - Francophone Africa Energy Leader
Pointe Noire | République du Congo
emmanuel.lebras@cg.pwc.com
+242 05 557 76 76

ELVIRE DENAMUR
PricewaterhouseCoopers Tax & Legal
Senior Manager
Lubumbashi | République Démocratique du Congo
denamur.elvire@cd.pwc.com
+243 999 309 902

SAMUEL CAZES
PricewaterhouseCoopers Tax & Legal
Senior Manager
Lubumbashi | République Démocratique du Congo
cazes.samuel@cd.pwc.com
+243 999 309 902



The French-Zambian Chamber of Commerce (FZCC) is a valuable business platform which helps businesses and individuals promote, develop and strengthen their interests.

Take advantage of our French-Zambian network to facilitate business cooperations locally and overseas.

When you become a member, we will Promote, Connect and Influence your business!

Visit our website and find out more.



www.fzcc-zambia.com





GENERAL LANGUAGE SERVICES

Votre pont vers un monde multilingue !



INTERPRETARIAT

Simultané - Consecutif - Chuchoté - Location équipements

TRADUCTION

Ordinaire - Certifiée - Révision - Composition

PRE-IMPRESSIION

PAO - Composition - Adaptation graphique

FORMATION EN LANGUES

Individuelle - En mini-groupe - Dans nos locaux - Chez le client

AUDIOVISUEL

Voix -off - Sous-titrage - Transcription

LOCALISATION

Traduction Site Web - Traduction contenu Site Web

Certifié ISO 9001:2008

+243 81 333 0301 - contact@gls.cd - www.gls.cd

Lubumbashi : 4th Floor, BCDC Building, Avenue Munongo/Mwepu, Lubumbashi, Haut Katanga, DRC
Kinshasa: Apt. 20, Immeuble Virunga, No 34, Boulevard du 30 Juin, Kinshasa-Gombe, DRC

L'indignation intacte de la romancière sénégalaise **Aminata Sow Fall**



« À SES YEUX, L'ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE POUR TOUS PROMISE PAR LES DIRIGEANTS SUCCESSIFS N'A PAS COMBLÉ LE FOSSÉ ENTRE PAUVRES ET RICHES. »

part d'une révolte intérieure et questionne la condition humaine. Son talent est salué par ses pairs. Elle obtiendra le prestigieux Grand Prix d'Afrique noire en 1980. Traduite en plusieurs langues, dont le mandarin, elle est portée à l'écran en 2000 par le cinéaste malien Cheick Oumar Sissoko.

« La pauvreté n'est pas un délit » Elle est une pionnière. Une écrivaine « incontournable », selon Mame-Fatou Niang, professeure de littérature française et francophone à l'Université Carnegie-Mellon de Pittsburgh, aux Etats-Unis. « C'est l'une des rares écrivaines africaines à être classée dans la littérature française et non pas francophone dans beaucoup d'universités américaines », précise-t-elle.

En 45 ans de carrière, cette Sénégalaise, née dans une vieille famille de notables de Saint-Louis, a publié une dizaine de romans et de recueils devenus des classiques étudiés dans les écoles africaines et au-delà. Son écriture est sans concession. Sous sa plume acerbe, Aminata Sow Fall fustige les puissants, cette « bourgeoisie politico-financière » avide de pouvoir et d'ascension sociale, coupable d'avoir torpillé

L'une des écrivaines majeures de la francophonie continue de scruter, à 77 ans, sa société à travers les abus des puissants et les stratégies de survie des pauvres.

Il lui fera sa déclaration lors de la leçon inaugurale au Collège de France en mars 2016. Alain Mabanckou la considère comme « la plus grande romancière africaine ». Mais Aminata Sow Fall ne mesure sans doute pas l'empreinte qu'elle a laissée chez des générations

d'écrivains africains. Son dernier livre, L'Empire du mensonge, publié en 2018, raconte le parcours de trois familles issues d'un quartier populaire et dont le destin bascule suite à des inondations. Le Revenant, son premier livre faillit ne jamais être publié. Publié

en 1979, La Grève des battus, son deuxième roman, lui ouvre les portes des salons littéraires. Le temps de l'intrigue, Aminata Sow Fall renverse les « équilibres » de pouvoir entre riches et pauvres. Cette fois encore, l'écriture A ses

les espoirs nés de la décolonisation. Et, dans le même élan, elle offre sa voix aux laissés-pour-compte du développement. « La pauvreté n'est pas un délit », répète-t-elle, assise dans le salon cosu de sa villa.

L'ancienne professeure de lettres jure qu'elle ne rêvait pas d'une carrière littéraire. L'écriture est née d'une urgence, à 32 ans. En 1973, après sept ans d'études à La Sorbonne, elle rentre au Sénégal. Mais la joie du retour a vite laissé place à l'écœurement. « La bourgeoisie qui s'est installée après l'indépendance avait renversé nos valeurs. Les riches exhibaient leur argent et méprisaient ceux qui n'en avaient pas. Pauvres, vous n'étiez plus rien », se souvient-elle.

« J'AI GRANDI DANS UNE FAMILLE HEUREUSE ET UNIE. MA MÈRE NOUS A ÉLEVÉS DANS LA BIENVEILLANCE, SANS NOUS BRIMER. SES VALEURS MORALES SUFFISAIENT À NOUS GUIDER. »

Le refus de se définir comme féministe Aux nouveaux riches, Aminata Sow Fall préfère la pudeur bourgeoise dans laquelle elle a été élevée. Son père, trésorier général pour la Banque de France dans le Sénégal colonial, meurt quand Aminata a 8 ans. Sa mère, première épouse, deviendra la cheffe de famille. « J'ai grandi dans une famille heureuse et unie. Ma mère nous a élevés dans la bienveillance, sans nous brimer. Ses valeurs morales suffisaient à nous guider. » Un « cocon » dans lequel Aminata Sow Fall s'épanouit. Dans un Sénégal encore sous administration coloniale et

conservateur, elle brise certains clichés car elle échappe aux tâches ménagères pour mieux se plonger dans la lecture. « Personne ne trouvait anormal que je lise autant », précise-t-elle.

Le succès de l'écrivaine coïncide avec l'émergence d'autres auteures africaines sur la scène littéraire francophone comme Mariama Bâ, auteure d'Une si longue lettre, disparue en 1981. Mais Aminata Sow Fall place sa focale sur d'autres thèmes que l'excision ou la polygamie, sujets attendus par la critique et refuse de se définir comme féministe. « Au lieu de demander aux femmes de scander "Je suis l'égale de l'homme", il faut d'abord leur apprendre à organiser leur vie, à soigner leur enfant, à acquérir des connaissances. Il faut leur donner les moyens de se défendre », affirme-t-elle.

Une indignée, toujours Même défiance à l'égard de la négritude. Au pays de Léopold Sédar Senghor, son attitude détonne et elle s'en amuse. « Au Sine Saloum [région d'origine de Senghor], les gens n'ont pas le besoin de revendiquer leur négritude car ils la portent en eux. Senghor s'adressait plutôt aux philosophes racistes pour qui l'Afrique n'a pas de civilisation », se justifie-t-elle.

La doyenne des lettres sénégalaises mène une vie discrète à Dakar. Elle sort peu, comme pour se protéger de la violence sociale ambiante.

A ses yeux, l'émergence économique pour tous promise par les dirigeants successifs n'a pas comblé le fossé entre pauvres et riches. Bien au contraire, il s'est creusé. Aminata Sow Fall à 77 ans est toujours plus indignée.

Source Le Monde - Coumba Kane

TRADE SERVICE

« Pourquoi sous-traiter ? »

VOS PROBLEMES SONT NOS DEVOIRS

TRADE SERVICE

Export / Import, Mandataire en douane et transit, Entrepôts (Shanghaï et Matadi), Suivi documentaire, Divis et Incoterms, Experts & Négociants

www.tradeservice-sprl.com

Lubumbashi | Kinshasa | Boma | Matadi | Kalwezi | Sakaris | Kumbumba | Pweto | Johannesburg

+243 99 701 5137
info@tradeservice-sprl.com

Séminaire Marketing & Commercial 2019

MIKEMBO RUN



Comme à l'accoutumée, le séminaire annuel de la Direction Commercial et Marketing de la BRASIMBA a eu lieu le 1 février dernier. La journée a été introduite par le DGA Gaëtan Van Belle qui a passé en revue les bonnes performances réalisées au cours de l'année passée et a donné les grandes orientations de la nouvelle année en vue d'une amélioration continue.

Par la suite, le DCM Gilles Vanderweerde a à son tour présenté à toutes ses équipes les plans d'actions et stratégies à mettre en place afin d'atteindre nos objectifs pour l'année 2019. Et ce, avant de laisser la parole aux différents responsables de département et service pour échange complet.

Enthousiastes et déterminés à atteindre les nouveaux objectifs fixés, les commerciaux ont partagé ensemble un somptueux repas et pris part aux nouvelles animations marketing pour l'année 2019 sous une ambiance conviviale.

The untouched outrage of Senegalese novelist Aminata Sow Fall

One of the greatest French-speaking novelists continues, at age 77, scrutinising her society by exposing the abuses of those in power while highlighting poors survival strategies.

This declaration was made to her by Alain Mabanckou during the inaugural lecture at the Collège de France in March 2016. Alain Mabanckou considers her to be “the greatest African novelist”. But Aminata Sow Fall is far from gauging the impact she has left on generations of African novelists. Her latest book, *L'Empire du mensonge*, published in 2018, depicts the lives of three families from poor neighbourhoods and whose fate radically changes due to flooding.

Le Revenant, her first novel nearly missed being published. Published in 1979, *La Grève des battus*, her first novel, ushered her into literary salons. Aminata Sow Fall turned the “balance of force” between the poors and the riches upside down. Once again, the discourse starts from an internal revolt and calls into question the human condition. Her talent was recognised by her peers, eventually being awarded the prestigious black Africa Grand Prix in 1980. Her works were translated in many languages, including in Mandarin and turned into a movie by Malian filmmaker Cheick Oumar Sissoko.

“Poverty is not a crime” She is a pioneer. She is a “vital” novelist, according to Mame-Fatou Niang, professor of French and Francophone literature at Carnegie-Mellon University at Pittsburgh, in the United States. “She is one of the scarcest African novelists to be part of the French literature but of the Francophone literature in many

American universities,” she noted. In a career spanning 45 years, this Senegalese woman born in a family of notables in Saint-Louis, published about ten novels and books which have become classics. Her writing style is uncompromising. Through her caustic pen, Aminata Sow Fall lambasted those in power, calling them the “political and financial bourgeoisie” hungry for power and social mobility and guilty of undermining the hopes from decolonisation. In the same vein, she offered her voice to those left out of development. “Poverty is not a crime”, she underscored, seated in the cosy living-room of her villa. The former professor of literature swears she never dreamed of a career in literature.

Writing dawned to her from an emergency, at age 32. In 1973, following seven years of education at La Sorbonne university, she returned to Senegal.

But the joy of her homecoming was quickly replaced by disgust. “The bourgeoisie that took over after independence turned our values upside down”. The riches displayed their wealth and despised those who didn’t have any. If you were poor, you were worth nothing”, she remembers.

Her refusal to be defined as a feminist Aminata Sow Fall prefers the bourgeois decency in which she was raised more than the new riches. Her father, a Treasurer General of the Bank of France during colonial time in Senegal, passed away when Aminata was 8. Her mother, being the first wife, became the head of the family. “I grew up in a happy and united family. My mother raised us in kindness without frustrating us. Her moral values were strong enough to be our compass.” This was the “cocoon” in which Aminata

Sow Fall blossomed. In a Senegal still under colonial administration and very conservative, the novelist broke some clichés as she escaped domestic chores to better focus on her reading. “Nobody found it strange that I was reading so much,” she noted. The success of the novelist coincided with the rise of other African female novelists on the Francophone literature scene such as Mariana Bâ, the author of *Une si longue lettre*, who passed away in 1981. But Aminata Sow Fall focused on themes other than excision or polygamy, which were subjects expected of her by the critique. She refused to be defined as a feminist. “Instead of asking women to shout: I am equal to man”, it would be important to teach them how to organise their lives, take care of their children and acquire skills. Women should be given the means to defend themselves,” she stated.

Still outraged she expressed the same mistrust against Negritude. Such an attitude in the land of Léopold Sédar Senghor baffles and she laughs about it. “In Sine Saloum [the region Senghor originated from], people don’t need to reclaim their Negritude because they carry it in themselves. Senghor was rather talking to racist philosophers for whom Africa has no civilisation, she justifies herself. The eldest daughter of Senegalese literature leads a discreet life in Dakar. She seldom goes out, as if she were shielding herself from the ambient social violence. In her opinion, the economic emergence for all, which was promised by various successive leaders, did not bridge the gap between the poors and the riches. On the contrary, this gap is widening. Aminata Sow Fall, at 77, is still outraged.

Source: *Le Monde* - Coumba Kane

Panaco
Electricité Générale

Official
Distributor

Schneider
Electric



PHILIPS

CELLPACK
Electrical Products



FLUKE

CHLORIDE
EXIDE

GEDORE



EATON

Schneider
Electric

Solar

O-line



ABERDARE
CABLES



LUBUMBASHI :
46,Av. Lomami Commune de Lubumbashi

KOLWEZI :
1607,Av. Laurent Désire Kabila C/Dilala

+243 (0) 997 027 182
+243 (0) 810 025 720

info@panaco-rdc.com
www.panaco-rdc.com



ABIDJAN UNE MÉGAPOLE EN MARCHÉ

Cette mégapole cosmopolite en a vu de toutes les couleurs depuis près d'un siècle. Abidjan capitale économique de la Côte d'Ivoire et poumon de l'Afrique de l'ouest fascine autant qu'elle intrigue.

C'est une mégapole tentaculaire et surpeuplée, entourée d'eau. C'est une ville aux mille contrastes et les Abidjanais rivalisent d'inventivité et de créativité, cireurs de chaussures, plastifieurs de papiers officiels, parqueurs, gardiens en tous genres ou cabines de téléphone (portable) ambulantes. Des clichés souvent caractéristiques du continent africain.

Abidjan, compte aujourd'hui entre 4 et 6 millions d'habitants selon qu'on intègre ses grandes banlieues ou pas. Elle présente le visage d'une ville à la géographie tourmentée et changeante, dont la population n'a cessé de croître au fil des ans, en particulier durant les années de guerre qui ont agité le pays. On y trouve les plus grandes tours d'Afrique de l'ouest dans le quartier d'affaires du Plateau, décrit avec emphase comme le « mini-Manhattan des Tropiques ». S'étendent autour des quartiers populaires comme Koumassi ou Yopougon, des quartiers résidentiels avec de luxueuses villas fleuries, notamment à Cocody ou à Marcory, des zones industrielles

telles que Vridi côtoyant le bord de l'océan, ou encore des petits villages lagunaires qui continuent de faire de la résistance contre le développement anarchique de cette ville tentaculaire. À Abidjan, on virevolte entre français et nouchi, argot développé par les innombrables enfants de la rue qui se créent un lien identitaire. On y mange dans les maquis, petites gargotes de rue où chacun vient se délasser. On y circule en taxis aux compteurs souvent « pimentés » (trafiqués), en taxis communaux ou « woro-woro » dont les couleurs changent en fonction de la commune desservie, en bus que l'on attrape au petit bonheur la chance, en pinasses et en bateaux-mouches à l'ivoirienne, ou encore en gbakas, ces minibus qui roulent comme des wourou-fatô (chiens enragés), et dont les carrosseries fatiguées sont noyées sous une multitude de dessins naïfs et d'aphorismes hauts en couleur : « La fin du film fait pitié », « C'est Dieu qui est fort ».

Abidjan est également une ville réputée pour le dynamisme de la

scène artistique et plastique mais également pour son sens de la fête et de la musique. La « Mecque » du zouglou, popularisé à l'international par les Magic System et leur « Premier gaou » accueille régulièrement les grandes stars de la musique africaine et internationale. Quant à la fête, elle commence dès la tombée de la nuit, dans les effluves de poissons et de viandes braisées s'échappant de grills de fortune. Des flots de musique dont les échos résonnent à travers la ville, du bord de la lagune jusqu'à Marcory en face, pour finir dans les dancings bondés de Yopougon ou de la Zone 4.

Le gros village d'antan a fait sa mutation, et bien qu'y vivre présente beaucoup d'inconvénients à l'instar des grands centres urbains d'Afrique, Abidjan offre malgré tout le bonheur de sa joie de vivre et de son inépuisable énergie. Comme le dit la chanson, « Abidjan est doux » ! Sans oublier la semoule de manioc nationale à la renommée internationale : l'attikié bien sûr !



CARNET DE ROUTE

Retrouvez le carnet d'adresses de Mining and Business Magazine
www.miningandbusiness.com/

PRATIQUE

Le Royal Work club : un club d'affaire exclusif au cœur d'Abidjan
+225 75753136
www.royalworkclub.com

MANGER

Le Rallye
+225 21 25 36 56

Le Méchoui
+225 21 24 68 93

L'ASNA Club house
+225 21 35 70 70

Aboussouan
+225 21 24 53 12

Richard's
+225 21 24 81 85

SÉJOURNER

Le Quai 40 (zone 3)
+225 02 84 32 20

Hôtel Novotel (Plateau)
+225 20 31 80 00

Hôtel Particulier
+225 22 44 67 37

Radisson Blue (aéroport)
+225 21 22 20 00

Sofitel hôtel Ivoire (Cocody)
+225 22 48 26 26

Hôtel Tiana (Plateau)
+225 20 31 33 33

Cocoué Lodge (Assinie)
+225 07 07 77 69

Les jardins d'Assinie (Assinie)
+225 07994181

SORTIR

La nuit La Salsa
+225 07 05 71 83

Parker place
+225 06 64 3381

Che Café
+225 07 98 49 60

Le Havana
+225 21 25 71 11

VOIR

Ile Boulay – la basilique de Yamoussoukro – Grand-Bassam capitale historique

Jardin botanique
+225 03 44 33 43

Ferme aux orchidées
+225 07 696340



ABIDJAN A MEGACITY ON THE MOVE

This cosmopolitan megacity has seen it all for nearly a century. Abidjan, as Côte d'Ivoire economic capital and West Africa beating heart, is both fascinating and intriguing.

It is a sprawling and overpopulated megacity surrounded by water. The city features many contrasts with Abidjanese (as its inhabitants are known) boasting inventiveness and creativity: shoe-shine boys, official documents lamination experts, parking aides, security guards of all kinds or roving telephone booths operators. All these clichés are quite typical of the African continent.

Abidjan is currently home to an estimated 4 to 6 million people, depending on whether its main suburbs are factored in or not. The city's geography is unsettling and ever-changing, with a population that has been growing over the years, especially

during the years of war that rocked the country. In Abidjan you find some of West Africa's tallest skyscrapers located in Plateau business hub, rightly dubbed "Mini-Manhattan of the Tropics". Residential areas lie around populated neighbourhoods such as Koumassi or Yopougon with luxurious villas, especially Cocody or Marcory. You also find industrial areas such as Vridi stretching along the ocean. There are also small lagoon villages that still resist the uncontrollable spread of this sprawling city. In Abidjan you switch between French and Nouchi, a local slang invented by numberless street children who use it as an identity bond. You eat out at maquis, these little eateries off the

streets where anyone can come and unwind. You can move around in taxis fitted with "peppered" (tampered with) meters or in collective inter-municipal taxis also known as "woro-woro" and painted in different colours depending on the municipality they operate in. You can ride on the buses which you catch randomly if you get lucky, or sail your way in small boats or Ivorian-style riverboats. You might as well try the gbakas, those minibuses driving like wourou-fatô (rabid dogs) with their worn-out bodies all covered with paintings and flowery quotes such as: "The end of a movie saddens" or "Only God is strong".

Abidjan is further renowned not only for its vibrant artistic and plastic life but also for its festive and music's vibe. The Zouglou Mecca, made famous globally by Magic Systems band and their "Premier Gaou" album, hosts African and international great stars on a regular basis. As for partying, it starts around dusk and is permeated

with the sweet smells of grilled fish and meat steaming from makeshift grills. Music resonates across the city, from the shore of the lagoon all the way to opposite side Marcory, before drowning in packed dancing clubs in Yopougon or Zone 4.

The village that Abidjan used to be

has morphed into a city. While living in this city comes with its share of inconveniences (much as in most African urban centres), Abidjan still manages to spoil you with its joie de vivre and unyielding energy. As the song goes, "Abidjan is sweet"! Without forgetting the world-renowned Ivorian cassava semolina : attiéké of course !



PRACTICAL INFO

The Royal Work club : un club d'affaire exclusif au cœur d'Abidjan
+225 75753136 - www.royalwork-club.com

EATING OUT

Le Rallye
+225 21 25 36 56
Le Méchoui
+225 21 24 68 93

L'ASNA Club house
+225 21 35 70 70
Aboussouan
+225 21 24 53 12
Richard's
+225 21 24 81 85

WHERE TO STAY

Le Quai 40 (zone 3)

+225 02 84 32 20

Hôtel Novotel (Plateau) +225 20 31 80 00
Hôtel Particulier +225 22 44 67 37
Radisson Blue (aéroport) +225 21 22 20 00

Sofitel hôtel Ivoire (Cocody)

+225 22 48 26 26
Hôtel Tiama (Plateau) +225 20 31 33 33
Cocoué Lodge (Assinie) +225 07 07 77 69
Les jardins d'Assinie (Assinie) +225 07994181

CLUBBING

La nuit
La Salsa
+225 07 05 71 83
Parker place
+225 06 64 3381

Che Café

+225 07 98 49 60
Le Havana
+225 21 25 71 11

SITES AND SOUNDS

Ile Boulay – la basilique de Yamoussoukro – Grand-Bassam capitale historique

Jardin botanique
+225 03 44 33 43
Ferme aux orchidées
+225 07 696340

Exilés Intérieurs

Travaillant sur le sujet des demandeurs d'asile et réfugiés en Afrique du Sud, le photographe Oliver Petrie s'est rendu à Musina, ville à la frontière zimbabwéenne pour comprendre leur réalité.

L'Afrique du Sud est depuis toujours un pays d'immigration, que ce soit celle des tribus bantoues venues d'Afrique centrale au 1er siècle ou celle des colonisateurs européens au 17e. Depuis la fin du régime d'apartheid et la venue au pouvoir de l'ANC, ce pays connaît un afflux d'étrangers africains sans égal.

Fuyant des situations économiques, sociales ou politiques difficiles dans leur pays d'origine, de jeunes hommes et femmes issus des quatre coins du continent convergent vers l'Afrique du Sud, réel «Eldorado» dans les imaginaires collectifs, afin de tenter d'y construire une vie meilleure.

L'Afrique du Sud, par sa constitution très progressiste, octroyant de nombreux droits aux réfugiés et demandeurs d'asile afin de faciliter leur intégration, est un pays extrêmement attractif. Mais, depuis quelques années, suivant une tendance globale, cela est en train de changer. Musina, la ville la plus au nord du pays, est le point de départ pour la plupart de ces nouveaux arrivants. Ici, ils doivent régulariser leurs situations avant de pouvoir continuer la route vers le sud. Chaque jour, plusieurs centaines d'étrangers patientent devant le département du «Home Affairs» afin de tenter d'obtenir le statut de

réfugié ou simplement de renouveler leurs permis de séjour.

« EN RAISON D'UN TROP GRAND NOMBRE DE DEMANDES, LES DÉLAIS SONT EXTRÊMEMENT LONGS ET BIEN SOUVENT UN NOUVEL ARRIVANT DOIT ATTENDRE UN MOIS AVANT DE POUVOIR DÉPOSER SON DOSSIER. UN MOIS, PENDANT LEQUEL LES DEMANDEURS D'ASILE DOIVENT SUBVENIR À LEURS BESOINS SANS AUCUNE ASSISTANCE EXTÉRIEURE. »

En raison d'un trop grand nombre de demandes, les délais sont extrêmement longs et bien souvent un nouvel arrivant doit attendre un mois avant de pouvoir déposer son dossier. Un mois, pendant lequel les demandeurs d'asile doivent subvenir à leurs besoins sans aucune assistance extérieure. Livrés à eux-mêmes, bloqués dans ce sas d'entrée, ils attendent le feu vert pour pouvoir commencer leurs nouvelles vies. Les mieux lotis arrivent à se loger dans des auberges de fortune, petites maisons tenues par des étrangers dans lesquelles des matelas recouvrent la surface habitable afin que chaque mètre carré soit rentabilisé.

Pour ceux qui n'ont plus d'argent, il n'y a que deux solutions : dormir dans la rue ou tenter sa chance dans un des camps de réfugiés improvisés à Nancefield, le township de Musina. À Musina, l'ennui règne. Les journées se ressemblent toutes, rythmées par de longues conversations autour du «Home Affairs» dans l'attente de son rendez-vous. Un mélange de rumba congolaise et de rap français en musique de fond, de courtes séances de musculation s'improvisent dans un jardin. Le soir, les matchs de football retransmis dans les «dortoirs» font oublier le quotidien.

Une fois les démarches terminées, la majorité voit sa demande refusée et doit entamer une procédure d'appel qui peut prendre de nombreuses années. Pendant ce temps, un titre de séjour provisoire est délivré. Celui-là, bien qu'officiel n'est pas reconnu par toutes les institutions et doit être renouvelé régulièrement, rendant l'intégration en Afrique du Sud malgré la précarité de cette situation, nombreux sont ceux qui continuent à venir tenter leur chance dans la «Nation Arc-en-Ciel».

Texte et photos Oliver Petrie

*Contact
www.momentum-production.com*

Internal Exiles



Working on the subject of asylum seekers and refugees in South Africa, photographer Oliver Petrie travelled to Musina, a town on the Zimbabwean border, to find out about their reality.

South Africa has always been a destination for immigrants, whether Bantu tribes from Central Africa in the 1st century or European colonizers in the 17th century. Since the end of the apartheid regime and the coming to power of the ANC, this country has experienced an unprecedented influx of African foreigners.

Fleeing difficult economic, social or political situations in their countries of origin, young men and women from all over the continent are converging on South Africa, a real «Eldorado» in the collective imagination, in an attempt to build a better life there.

South Africa, with its very progressive constitution, granting many rights to refugees and asylum seekers to facilitate their integration, is an

extremely attractive country. But in recent years, following a global trend, this is changing. Musina, the northernmost city in the country, is the starting point for most of these newcomers. Here, they have to regularize their situations before they can continue on the road south. Every day, several hundred foreigners wait outside the Home Affairs Department in an effort to obtain refugee status or simply to renew their residence permits.

Due to too many requests, the delays are extremely long and well often a newcomer has to wait a month before being able to file his or her application. One month, during which asylum seekers must support themselves without no external assistance. Left to their own devices, blocked in this airlock, they are waiting for the green light to start their new lives. The better off manage to find accommodation in makeshift inns, small houses run by foreigners in which mattresses cover the living area so that each square meter is profitable.

“ THE DELAYS ARE EXTREMELY LONG AND WELL OFTEN A NEWCOMER HAS TO WAIT A MONTH BEFORE BEING ABLE TO FILE HIS OR HER APPLICATION. ONE MONTH, DURING WHICH ASYLUM SEEKERS MUST SUPPORT THEMSELVES WITHOUT NO EXTERNAL ASSISTANCE.”

For those who no longer have any money, there are only two options: sleeping on the street or trying out your own chance in one of the improvised refugee camps in Nancefield, Musina Township. In Musina, boredom reigns. The days are all the same, punctuated by long days conversations around the «Home Affairs» while waiting for one's appointment. A mixture of Congolese rumba and French rap in background music, short weight training sessions can be improvised in a garden. In the evening, football matches broadcast in the «dormitories» make you forget the daily routine.

Once the process is complete, the majority are denied their application and must initiate an appeal process that can take many years. In the meantime, a provisional residence permit is issued. This one, although official, is not recognized by all institutions and must be renewed regularly, making integration in South Africa more challenging. Despite the precariousness of this situation, many people continue to come and try their luck in the «Rainbow Nation».

*Text and photos Oliver Petrie
www.momentum-production.com*

La part de la RDC en offre mondiale du cobalt passera à 77% à l'horizon 2022

La République Démocratique du Congo a davantage renforcé sa posture de principale source de cobalt en 2018 et va accroître sa part du marché dans les prochaines années, selon Darton Commodities Ltd. Ce pays au cœur de l'Afrique a produit 98.300 tonnes l'année dernière, soit 72% de l'offre mondiale de ce métal qui est utilisé dans les batteries rechargeables qui alimentent les véhicules électriques et les appareils mobiles, a déclaré Guildford, une agence de recherche britannique, dans un rapport annuel sur le marché du cobalt. La production s'est située à 80.800 tonnes en 2017, soit 67% de l'offre totale mondiale.

QUELQUES DONNÉES CLÉS

* Darton estime que le Congo fournira les trois tiers du cobalt mondial en 2019 et 77% – soit 140.000 tonnes – en 2022. Le pays a le «le potentiel de devenir l'Arabie Saoudite de l'ère du véhicule électrique, a affirmé Darton. * La fabrication des batteries rechargeables a compté pour plus de la moitié de la consommation du cobalt en 2018 – soit 60.500 tonnes. L'utilisation liée aux véhicules électriques a grimpé à plus de 50% en 2018 et une augmentation similaire est attendue cette année, annonce Darton. * Une offre abondante en matières premières de la production toujours grandissante de la RDC pourrait garantir un excédent de cobalt tout au long de 2021, même si certains avaient annoncé un ralentissement

voire une inversion de la croissance de production due à une demande affaiblissante. Alors que les projets atteignent leur pleine capacité et qu'il est espéré que la demande en véhicules électriques s'accroisse, «le déficit qui en résultera devrait se creuser davantage au cours des années à venir». * La hausse rapide de production des mines congolaises en 2018 a dépassé la demande des raffineries et contribué à un effondrement de la valeur du métal. En effet, le prix du cobalt a reculé de plus de 60% depuis avril dernier, quand le métal se vendait à presque 100.000\$ la tonne sur la Bourse de Métaux de Londres (LME)

Source : Bloomberg – Par William Clowes

ERG: arrêt annoncé de la production de cuivre et cobalt d'une mine en RDC

Eurasian Resources Group (ERG) Sarl arrête la production à une mine de cuivre et cobalt située en République Démocratique du Congo, indiquent des sources renseignées sur la question. La fermeture de Boss Mining Sarl réduira l'offre d'un pays qui compte pour trois tiers de la production mondiale du métal utilisé dans les batteries rechargeables. La compagnie avait produit 3.300 tonnes de cobalt en 2018, selon Darton Commodities Ltd., soit environ 3.5% de la production congolaise. Des discussions seraient en cours pour placer les opérations de Boss Mining sous bons soins et entretien, ont indiqué des sources ayant requis l'anonymat, car cette information n'est pas encore rendue publique. Il s'agit d'une société mixte entre ERG et la société étatique Gécamines.

ERG, qui détient 51% de Boss dont le siège se situe à Lubumbashi, se trouve en plein travaux techniques à la mine et pourrait reprendre la production plus tard cette année, a indiqué une

source. La compagnie a remercié 2.700 travailleurs et les conditions de leur départ sont sous négociation, a indiqué une autre source.

Boss Mining, où le cuivre et le cobalt sont extraits ensemble, connaît une pénurie des minerais d'oxyde pouvant être traités, a confié la deuxième personne. La compagnie devra investir dans de nouvelles méthodes de traitement afin d'exploiter les gisements de sulfure, a indiqué une autre source.

DÉCLARATION OFFICIELLE

Le porte parole d'ERG, Andrey Below, a indiqué qu'une déclaration officielle serait émise plus tard le mardi. Le président de la Gécamines, Albert Yuma, n'a pas répondu aux appels ni aux courriels pour commentaires. Le Ministre des Mines Martin Kabwelulu a indiqué dans un courriel qu'il ne disposait d'aucune information quant à la fermeture de Boss Mining. En décembre, ERG et Gécamines avaient conclu un second accord

d'association, après que la société étatique a demandé une plus grande part de revenu sur le projet. Gécamines a en effet augmenté son actionnariat de 30 à 49% alors qu'ERG a converti en capital plus de 1.5 milliard de dollars des prêts intra-groupes accordés à Boss.

Boss a produit environ 24.000 tonnes de cuivre et 33.000 tonnes de concentré de cobalt au cours de neuf premiers mois de l'année dernière, générant ainsi des revenus d'exportation de l'ordre de 310 million de dollars, selon les données du Ministère des Mines.

ERG dispose de trois autres mines en RDC, notamment le projet de réhabilitation des terrils de Metalkol Roan, qui a récemment repris les opérations et pourrait devenir l'un des plus grands producteurs mondiaux de cobalt.

Source : Bloomberg – Par William Clowes et Jack Farchy

Congo Share of Global Cobalt Supply Seen Growing to 77% by 202

The Democratic Republic of Congo grew more dominant as the world's leading source of cobalt in 2018 and will increase its market share further in the coming years, according to Darton Commodities Ltd. The central African nation produced 98,300 tons last year, accounting for 72 percent of global supplies of the metal that's used in rechargeable batteries that power electric vehicles and mobile devices, the Guildford, U.K.-based research house said in an annual report on the cobalt market. Output in 2017 was 80,800 tons, or 67 percent of total production.

KEY INSIGHTS

* Darton estimates Congo will provide three quarters of the world's cobalt in 2019 and 77 percent – or 140,000 tons – in 2022. The country “has the potential to transition into the Saudi Arabia of the EV era,” it said. * The manufacturing of rechargeable batteries accounted for more than half of the cobalt consumed in 2018 – or 60,500 tons. Usage relating to electric vehicles climbed more than 50 percent to 13,600 tons in 2018 and is expected to increase by a similar amount this year, Darton said. * Ample feedstock supplies from expanding Congolese output may ensure there is a surplus of cobalt

through 2021 even if some announced production increases are slowed or reversed due to weakened demand. Thereafter, as projects reach capacity and demand for electric vehicles is forecast to accelerate, “the deficit that develops as a result is expected to deepen in the following years.” * The rapid supply surge in output by Congolese mines in 2018 outpaced refiners' demand and contributed to a crash in the metal's value. Cobalt prices have shed more than 60 percent since last April, when it traded at nearly \$100,000 per ton on the London Metal Exchange.

Bloomberg - By William Clowes

ERG Is Said to Halt Copper, Cobalt Production at Mine in Congo

Eurasian Resources Group Sarl is halting production at a copper and cobalt mine in the Democratic Republic of Congo, according to people familiar with the matter. The shutdown at Boss Mining Sprl will curb supplies from a nation that accounts for three quarters of global production of the metal used in rechargeable batteries. The company produced about 3,300 tons of cobalt in 2018, according to Darton Commodities Ltd., accounting for about 3.5 percent of Congo's output. Talks are under way to place Boss Mining's operations on care and maintenance, said the people, who asked not to be identified because the information hasn't been made public yet. The company is a joint venture between ERG and state-owned Gécamines. ERG, which owns 51 percent of Lubumbashi-based Boss, is carrying out technical work at the

mine and may resume production later this year, one of the people said. The company is dismissing 2,700 workers and the conditions of their departure are being negotiated, another person said. Boss Mining, where copper and cobalt are extracted side-by-side, is running out of oxide ores that can be processed, the second person said. The company will have to invest in new treatment methods to exploit the remaining sulphide deposits, the person said.

OFFICIAL STATEMENT

ERG spokesman Andrey Belov said an official statement will be released later on Tuesday. Gécamines President Albert Yuma didn't answer calls and emails seeking comment. Mines Minister Martin Kabwelulu said in an email he didn't have any official information about Boss's closing. ERG and Gécamines in December

concluded a second revision of their joint venture agreement, after the state mining company sought a greater share of revenue from the project. Gécamines boosted its stake to 49 percent from 30 percent and ERG converted into equity more than \$1.5 billion of intra-group loans granted to Boss. Boss produced about 24,000 tons of copper metal and 33,000 tons of cobalt concentrate in the first nine months of last year, generating export revenue of about \$310 million, according to Mines Ministry data. ERG has three other mines in Congo, including the Metalkol Roan Tailings Reclamation project, which recently resumed operations and may become one of the world's largest cobalt producers.

Source Bloomberg - By William Clowes and Jack Farchy

Insects could be extinct within a century



Caption: The number of widespread butterfly species fell by 58% on farmed land in England between 2000 and 2009 ANGELA WEISS / AFP

Scientists warned against a “catastrophic collapse of nature’s ecosystems”, raising an alarm that humans should seriously heed.

The world’s insects are hurtling down the path to extinction, threatening a “catastrophic collapse of nature’s ecosystems”, warned the Biological Conservation global scientific review. According to the scientists, more than 40% of insect species are declining and a third are endangered. The rate of extinction is eight times faster than that of mammals, birds and reptiles. Over the past thirty years, the total mass of insects on the planet has been falling by 2.5% a year. At this rate, the scientists are

concerned insects could vanish within a century. “It is very rapid.

In 10 years you will have a quarter less, in 50 years only half left and in 100 years you will have none,” Francisco Sánchez-Bayo, from the University of Sydney, Australia, told the Guardian. He collected the data with Kris Wyckhuys from China Academy of Agricultural Sciences in Beijing. Most of the studies analysed were done in western Europe and the United States.

98 % of insects vanished from Porto Rico over the past 35 years. Insects are “essential” for the proper functioning of all ecosystems, the researchers say. They pollinate plants, recycle nutrients and serve

as food for other creatures. Their extinction “will have catastrophic consequences for both the planet’s ecosystems and for the survival of mankind,” said Francisco Sánchez Bayo. One of the biggest impacts of insect loss is on the many birds, reptiles, amphibians and fish that eat insects. “If this food source is taken away, all these animals starve to death,” he said.

Insect population collapses have recently been reported in Germany and Puerto, where a recent study revealed a 98% fall in ground insects over 35 years. But the review strongly indicates the crisis is global. Butterflies and moths are among the worst hit as are bees. Only half of the bumblebee species found in Oklahoma in the US in 1949 were present in 2013. The number of honeybee colonies in the US was 6 million in 1947, but 3.5 million have been lost since.

Intensive agriculture is the culprit “Unless we change our ways of producing food, insects as a whole will go down the path of extinction in a few decades,” wrote the researchers who blame intensive agriculture as the main driver of the declines, particularly the heavy use of pesticides such as neonicotinoids and fipronil. Urbanisation and climate change are also significant factors. According to M. Sanchez-Bayo, the demise of insects appears to have started at the dawn of the 20th century, accelerated during the 1950s and 1960s and reached “alarming proportions” over the last two decades.

Source: *Le Monde*

Les insectes pourraient disparaître de la planète d’ici 100 ans



Légende : Le nombre d’espèces de papillons a chuté de 58 % sur les terres cultivées en Angleterre entre 2000 et 2009. ANGELA WEISS / AFP

Les insectes du monde entier sont en voie d’extinction, menaçant d’un « effondrement catastrophique des écosystèmes naturels », s’est alarmé, fin janvier, la revue scientifique mondiale *Biological Conservation*.

Plus de 40 % des espèces d’insectes sont en déclin et un tiers sont menacées, selon les chercheurs. Leur taux de mortalité est huit fois plus rapide que celui des mammifères, oiseaux et reptiles. Au cours des trente dernières années, la masse totale des insectes existant dans le monde a diminué de 2,5 % chaque année.

A ce rythme, s’inquiètent les scientifiques, ils pourraient disparaître d’ici à un siècle. « C’est très rapide. Dans dix ans, il y aura un quart d’insectes de moins, dans cinquante ans, plus que la moitié, et dans cent ans, il n’y en aura plus », a déclaré au Guardian le 10 février Francisco Sánchez-Bayo, de l’université de Sydney (Australie), qui a collecté les données avec Kris Wyckhuys de l’Académie des sciences agricoles à Beijing (Chine). La plupart des études analysées ont été réalisées en Europe occidentale et aux Etats-Unis.

98 % des insectes ont disparu à Porto Rico depuis trente-cinq ans

Les insectes sont « essentiels » au bon fonctionnement de tous les écosystèmes, expliquent les chercheurs. Ils pollinisent les plantes, recyclent les nutriments et servent de nourriture de base aux autres animaux. Leur disparition « aura des conséquences catastrophiques à la fois pour les écosystèmes de la planète et pour la survie de l’humanité », s’alarme Francisco Sanchez-Bayo. L’un des impacts majeurs concerne les nombreux oiseaux, reptiles, amphibiens et poissons qui se nourrissent d’insectes. « Si cette source de nourriture leur est enlevée, tous ces animaux mourront de faim », a-t-il dit.

Des effondrements de populations d’insectes ont récemment été signalés en Allemagne et à Porto Rico, où une récente étude a révélé une chute de 98 % des insectes terrestres depuis trente-cinq ans, mais l’étude montre clairement que la crise est mondiale. Les papillons et les papillons de nuit sont parmi les plus touchés comme les abeilles. La moitié seulement des espèces de bourdons recensées en Oklahoma aux Etats-Unis en 1949 étant présentes en 2013. Le nombre

de colonies d’abeilles aux Etats-Unis était de six millions en 1947, 3,5 millions ont disparu depuis.

L’agriculture intensive pointée du doigt « Si nous ne changeons pas nos méthodes de production alimentaire, les insectes dans leur ensemble s’engageront sur la voie de l’extinction dans quelques décennies », écrivent les chercheurs, pour lesquels l’agriculture intensive est la cause principale du déclin des populations d’insectes, en particulier la forte utilisation des pesticides comme les néonicotinoïdes et le fipronil. L’urbanisation et le changement climatique sont également des facteurs importants. Selon M. Sanchez-Bayo, la disparition des insectes semble avoir commencé à l’aube du XXe siècle, puis elle s’est accélérée dans les années 1950 et 1960 et a atteint des « proportions alarmantes » au cours des deux dernières décennies.

Source *Le Monde*





malabar business travel

Malabar Privilege

GET REWARDED!

Earn and receive great rewards on our services.

PURCHASE | EARN | REDEEM | ENJOY |

■ The exclusive lifestyle membership.

JOIN NOW BY DOWNLOADING OUR APP AND GET BENEFITS

Download on the App Store | GET IT ON Google Play

Luano Airport / Lubumbashi | info@malabar-group.com | +243 81 197 18 48 | +243 81 352 66 41

www.malabar-group.com

Europcar

moving your way

RENT A CAR BUSINESS

65, Avenue de la Justice-Kinshasa / Gombe - Rép. Dém. du Congo
 Tél. : +243 817 116 220 - 992 904 312
 E-mail : reservation@europcar-rdc.com
 RCCM : DC/KNG/RCCM/13-B-01303 - N° Impôt : A1413787

Les Coursiers

Nous courons pour vous!

Livraison urbaine dans la ville de Lubumbashi et ses environs
COURRIER ET PETITS COLIS

Contacts
 +243819999921 - +24399320222
 lescoursiers@lescoursiers-rdc.com
 1, Avenue Kalulako - Lubumbashi - RDC

CAS

THERRA COMMUNICATION

DIGITAL AGENCY

MAÎTRISER POUR OSER

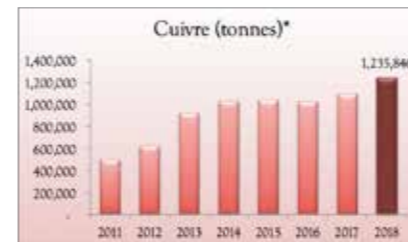
DES SPÉCIALISTES AMBITIEUX
 AU SERVICE DE VOTRE BUSINESS

- Web development
- Design & graphisme
- Publicité en ligne
- Gestion de vos reseaux sociaux
- Conseil & Stratégie
- Application et Logiciels
- Audit et sécurité informatique

www.therracom.com | info@therracom.com
 +243 818 347 147

COMORCO

Production RDC*



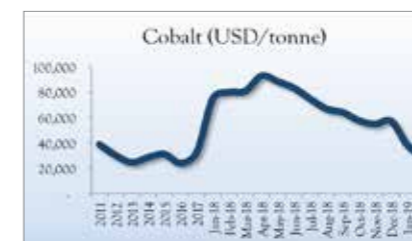
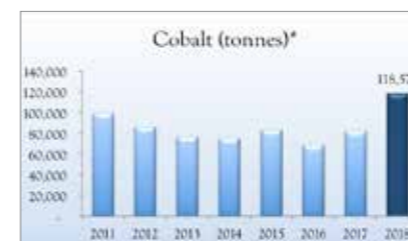
Evolution des cours **



Vues de marché

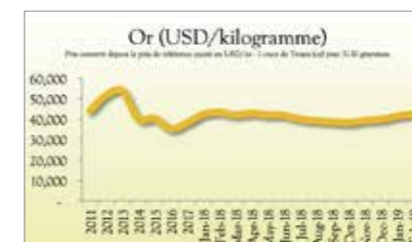
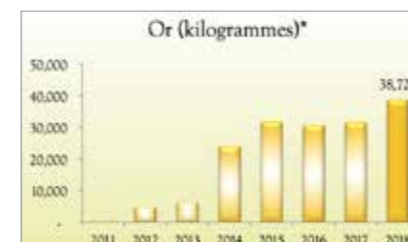
Conformément à nos prévisions énoncées dans une précédente colonne, la production de cuivre de la RDC a franchi le seuil du million de tonnes en 2018.

Niveau cours, on observe un rebond sur les deux premiers mois de l'année. De nombreux facteurs vont rythmer la danse du cours du métal rouge en 2019 parmi lesquels la guerre commerciale sino-américaine ainsi que la demande des industries de la construction, de l'automobile et de l'électricité.



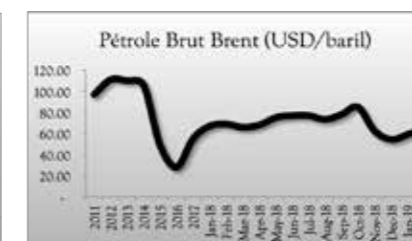
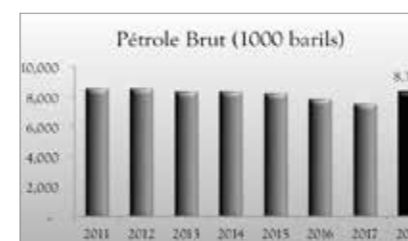
La production congolaise de cobalt a dépassé les 100 000 tonnes en 2018. Nous recommandons la plus grande prudence face aux prix farineux atteints par le métal au premier trimestre l'an passé et nous nous interrogeons sur un effet de bulle spéculative.

La correction se poursuit sur les marchés : à 29 000 USD/MT, le cobalt est à son niveau le plus bas depuis 2016. Les états concernés devraient-ils créer la Confédération Organisée pour les Matières Premières de la Transition Énergétique (COMPTÉ) afin de se prémunir de crises et de mouvements erratiques ?



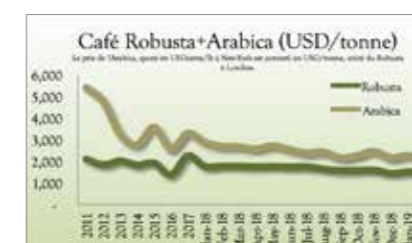
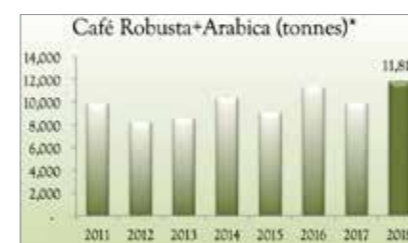
Le contexte industriel américain actuel est atone. Certains indicateurs macroéconomiques récemment publiés sont timides et le niveau d'inflation y est bas. Compte tenu de ces éléments, la Réserve Fédérale maintient sa décision « d'attendre », avant d'augmenter les taux d'intérêt.

Du point de vue des investisseurs, ceci réduit le coût d'opportunité de métaux précieux comme l'or d'où la remontée des cours observée dernièrement. L'or ou l'éternelle valeur refuge.



L'Arabie Saoudite produit environ 11 % des 93 millions de barils de pétrole consommés chaque jour sur terre. C'est donc naturellement que la fermeture partielle début février 2019 de Safaniya, le plus grand gisement offshore du monde, a poussé le prix de l'or noir à la hausse en rajoutant du piment à un sentiment général d'inquiétude sur l'offre.

Au même moment, Mc Kinsey a publié un rapport indiquant que le début des années 2020 sera le point de basculement à partir duquel posséder un véhicule électrique sera moins cher qu'être propriétaire d'un véhicule à combustion. Est-on actuellement à la croisée de deux mondes ?



Du point de vue des prix, 2018 a globalement été une année morose pour le café, arabica et robusta confondus. Ceci dit, le Brésil rentre dans une année creuse de son cycle biennal de production de café arabica. Ceci créera de facto un déficit d'offre sur le marché et poussera les prix de l'arabica à la hausse. Nous estimons que par corrélation, le robusta pourrait légèrement en bénéficier aussi. Un sondage de Reuters sur la question organisée sur les marchés financiers indique que les observateurs voient une hausse d'environ 20 % du prix de l'arabica.

*Données provisoires en cours de consolidation
 **Dernier prix 15 février 2019 — Sources : LME, ICE, NYMEX, Comorco Market Data
 © Copyright Comorco Limited

Courtesy of Comorco by Stéphane Lumueno
 For more insight and business opportunities: www.comorco.com
 Contact: stephane.lumueno@comorco.com

MERCI AUX ANNONCEURS
THANK YOU FOR YOUR TRUST

ORANGE
AIRTEL
BCDC
TIAFRICA
GROUPE NUMBER ONE
GLOBAL
PULLMAN
NEW MAMBA SECURITÉ
AGRITECH
AFRICAN UTILITY WEEK
CONGO AIRWAYS
SODEXO
BOLLORÉ
FRENCH-ZAMBIAN CHAMBER OF
COMMERCE
GENERAL LANGUAGE SERVICES
TRADE SERVICE
BRASIMBA
PANACO
FEC – RDC ENERGIE
EUROPCAR
MALABAR
LES COURSIERS
TERRA COMMUNICATION
CONGO AIRWAYS MAGAZINE
TMB



À VENIR

SPÉCIAL DRC
SPÉCIAL BANQUE

Redaction:

Directeur de Publication :

Oliver Loury

Chef d'édition : Oliver Loury

Rédacteur en chef : Bruno Ziana

Contributions : Lola Berthoud,
Fabrice Lehoux, Stéphane
Lumueno, Marie Aude Delafoy,
Charles Brown, Henry Plessers
Mboyo

Photo Couverture :

Art Moustache

Crédit photos : AfricaInside,
Patrick Fitz, ArtMustache, Fly and
Run, Yann Macherez, Paul Bertin

Traduction : MMDD Agency

Publicité / Advertising :

GROUPE CORNEILLE & SIMA

+243 841 20 48 66

+243 841 20 48 60

advertising@corneillesima.com

Représentation Kinshasa :

Manager : Fabrice Lehoux

+243 841 20 48 63

Diffusion ZAMBIE :

+260 97 8289552

christelle2terra@yahoo.com

Service Abonnements:

administration@corneillesima.com

+243 852 574 633

Diffusion RDC :

Groupe Corneille et Sima
communication@corneillesima.com

www.miningandbusiness.com

Maquette et réalisation :

Corneille & Sima

Imprimeur :

New Horizon Printing
Permis d'exploitation N°BNC/
SPK/02/2015
Dépôt légal N° 04.20.2015.94

Edité par:

Groupe **Corneille & Sima**

editor@corneillesima.com

www.miningandbusiness.com

+243 841 20 48 60

MINING & BUSINESS Magazine
est imprimé à 5000 exemplaires

PROUDLY ADVERTISE IN CONGO AIRWAYS MAGAZINE

Join the CONGO AIRWAYS Magazine advertising team.



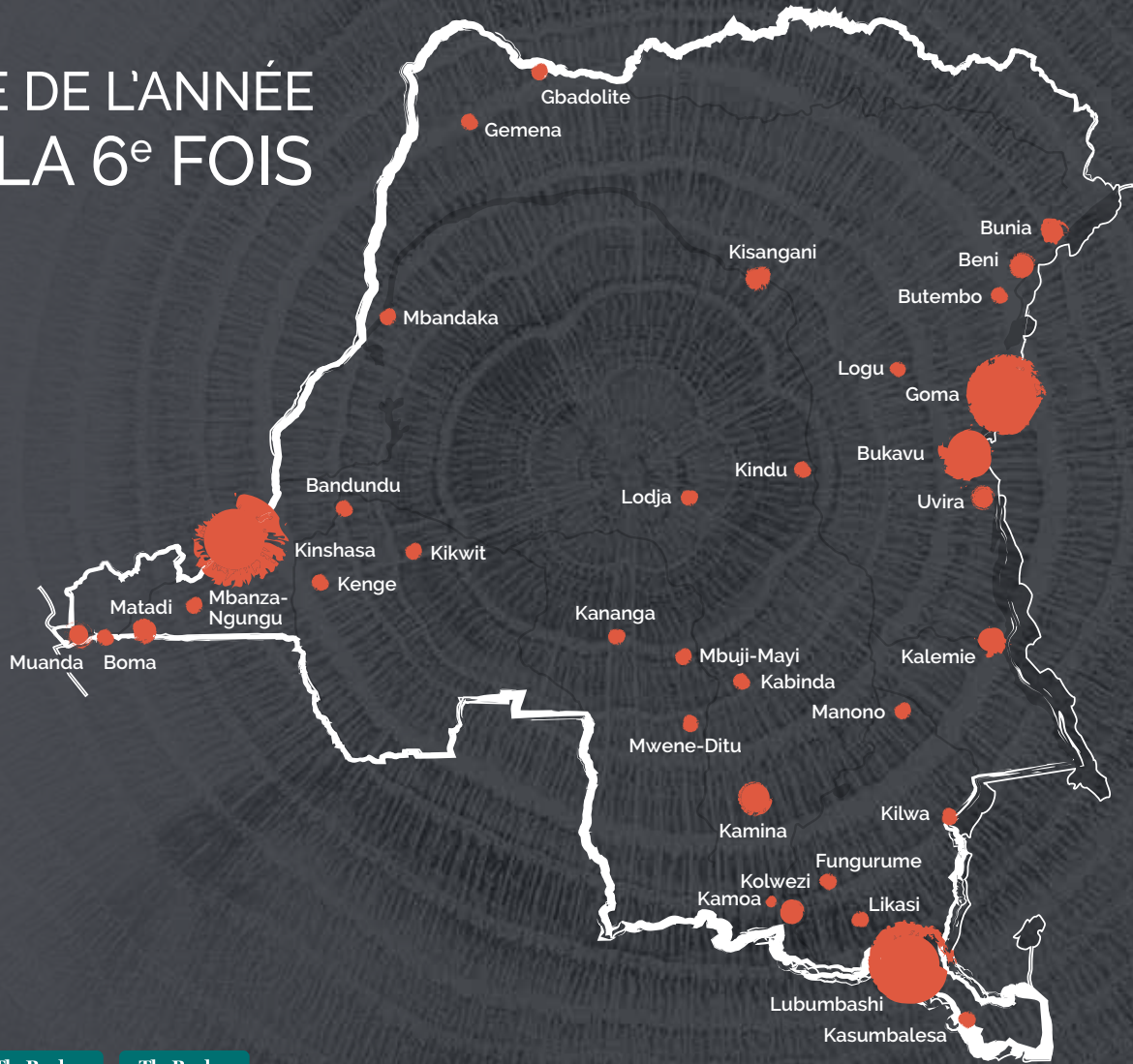
CONGO AIRWAYS MAGAZINE

advertising@corneillesima.com
+243 84 120 48 60



AGENCES & GUICHETS

BANQUE DE L'ANNÉE
POUR LA 6^e FOIS



Best Bank in the DR Congo
2011 to 2018
Financial Inclusion Award
2017

